

# I'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE  
B.P. 365  
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE  
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME  
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

5<sup>e</sup> ANNEE N° 198  
JEUDI 27 SEPT. 1973

## La marche sur Besançon

# SOUTIEN POPULAIRE AUX TRAVAILLEURS DE LIP

### SOMMAIRE

#### Lip

Pas de licenciements (éditorial) p. 3

#### Racisme

Riposte aux assassinats racistes  
L'émigration algérienne suspendue p. 5

#### La Chine et l'Europe

La situation internationale et  
le voyage de Pompidou en Chine p. 6 - 7

#### Mouvement marxiste-léniniste

Création du Parti du Travail  
de Guadeloupe p. 8

#### Rentrée scolaire

L'école coûte cher :  
Apprentis à 14 ans p. 9

#### Brésil

La lutte armée p. 11

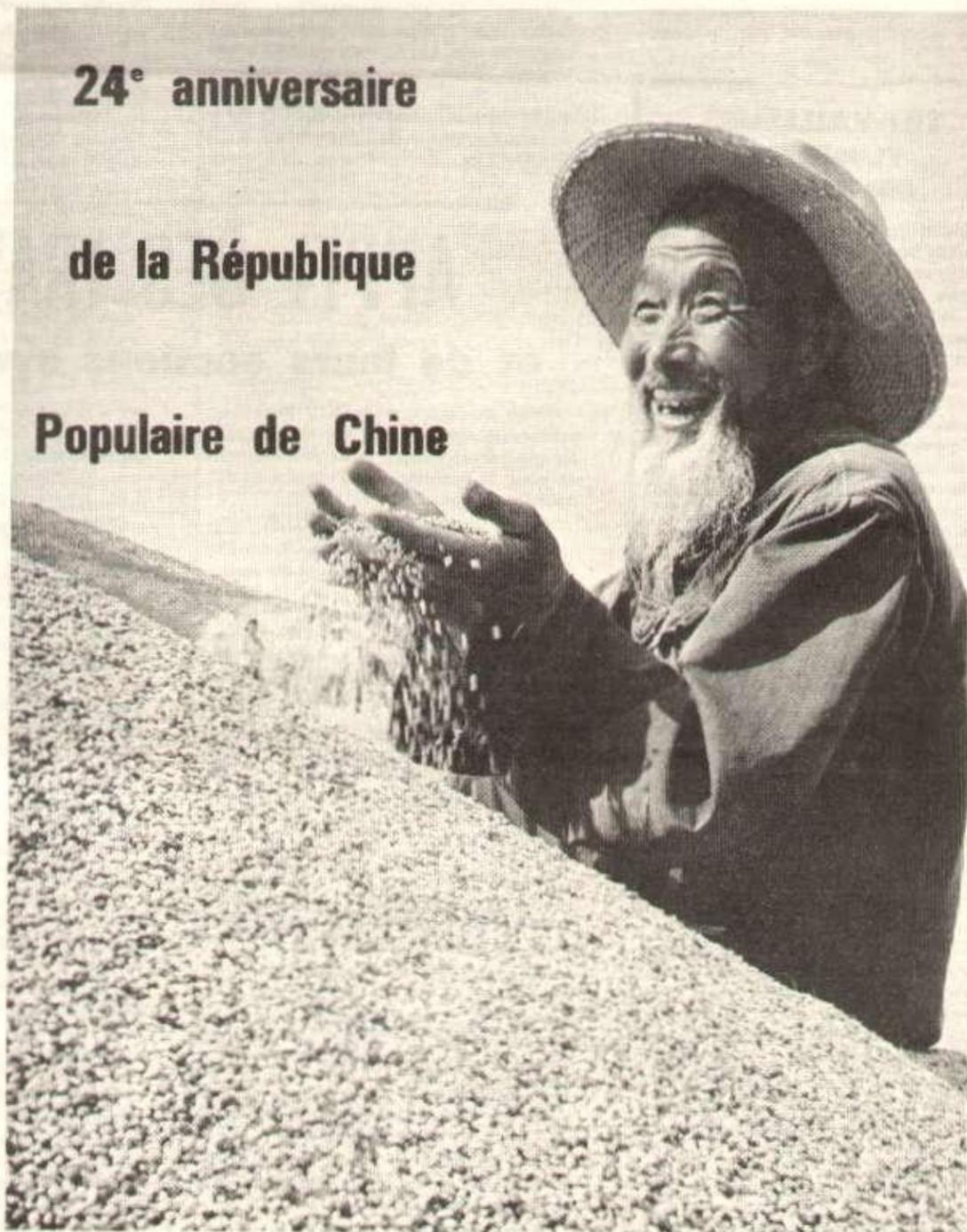
#### Chili

Tôt ou tard, les bourreaux fascistes  
paieront leurs crimes p. 12

24<sup>e</sup> anniversaire

de la République

Populaire de Chine



24 ans après la fondation de la République populaire de Chine, le peuple le plus nombreux de la terre est passé de stade semi-féodal au socialisme. Il est aujourd'hui engagé dans la voie de la prospérité et son prestige international ne cesse de croître.

# TOUS A BESANÇON !

L'« Humanité-Rouge » publie ci-dessous l'appel des travailleurs de Lip et de leurs sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. à participer à la MARCHÉ SUR BESANÇON du samedi 29 septembre 1973.

Déjà, en de multiples circonstances, les communistes marxistes-léninistes ont fait connaître leur position de principe vis-à-vis des syndicats, vis-à-vis du syndicalisme. Ils sont POUR.

d'importantes fonctions aux niveaux fédéral, départemental ou syndical, les responsables de l'« Humanité-Rouge », regroupant aujourd'hui autour d'eux de nombreux délégués C.G.T. ou C.F.D.T., distinguent le syndicalisme révolutionnaire et le syndicalisme révisionniste et réformiste. La quasi unanimité des dirigeants des confédérations C.G.T. et C.F.D.T. appartient à la catégorie

empêcher la jonction des masses de la jeunesse intellectuelle avec les grévistes de Lip. Ils ont avancé le prétexte et l'épouvantail du « gauchisme », alors que l'immense majorité de ceux qui veulent effectivement soutenir la lutte des Lip entendaient se soumettre efficacement aux volontés concrètes des premiers intéressés eux-mêmes, les travailleurs de Besançon. Les dirigeants confédéraux CGT

sation de la bourgeoisie capitaliste monopoliste. Au surplus, ce n'est que par démagogie politique que les dirigeants des partis « de gauche » ont soutenu la lutte de Lip, plus en apparence que de manière réelle et efficace.

Tout ce que font, décident et impulsent les syndicats (C.G.T. et C.F.D.T.) dans le sens des intérêts de classe des travailleurs, sous le signe de la lutte de classes, classe contre classe, l'« Humanité-Rouge » le soutient. Tout ce qui va à l'encontre des intérêts de classe des travailleurs, comme la collaboration de classe, c'est-à-dire la négociation sans qu'ait été créé auparavant un rapport de forces favorable aux ouvriers, l'« Humanité-Rouge » le dénonce et le combat.

Aujourd'hui, l'important c'est la démocratie syndicale, la démocratie prolétarienne : tout travailleur doit pouvoir s'exprimer, faire entendre sa voix, exprimer ses idées, là est la condition de l'unité à la base et dans l'action, qui seule peut assurer les plus grandes victoires sur le patronat et sur le gouvernement à son service.

En ce sens, depuis plusieurs mois, les ouvriers de Lip ont offert un magnifique exemple, à travers leur lutte résolue, en faisant triompher leur volonté et leur combativité, et les dirigeants des syndicats ont été obligés d'en tenir compte.

Voilà pourquoi l'« Humanité-Rouge » appelle à répondre en masse à l'appel des travailleurs de Lip et de leurs sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T., en faisant de la MARCHÉ SUR BESANÇON, le 29 septembre 1973, une immense manifestation de solidarité nationale, prolétarienne et populaire.

Tous à Besançon, pour soutenir le juste combat de classe des ouvriers de l'usine Lip !

Vive l'unité de combat de la classe ouvrière !

24 septembre 1973.



Ils tiennent les syndicats pour des organisations de combat au service des intérêts de classe des travailleurs.

Mais, syndicalistes eux-mêmes, ayant souvent assumé par le passé

de ces syndicalistes opportunistes que fustigea, avec quelle vigueur, le grand Lénine.

Il faut savoir, aujourd'hui, qu'à Paris, les dirigeants confédéraux membres des partis « de gauche » ont déployé d'intenses efforts, souvent discrets mais réels, pour freiner la solidarité aux travailleurs de Lip, pour réduire l'ampleur de la MARCHÉ SUR BESANÇON. Ils ont tout fait pour

et CFDT ont tout fait pour écarter de l'organisation et de la direction en commun de l'action les ouvriers du Comité d'action de l'usine Lip. Pendant quatre jours, ils ont bloqué la publication de l'appel à la « Marche sur Besançon ». Ils ont œuvré à la division entre la classe ouvrière et les masses populaires appartenant à d'autres couches sociales victimes de la politique de réaction et de fasci-

## TRAVAILLEURS TUNISIENS SOLIDAIRES

Chers camarades, ouvriers de Lip, Nous vous soutenons jusqu'au bout dans votre lutte contre le capital pourri. Nous saluons votre courage et la foi révolutionnaire qui vous anime. Nous ferons le nécessaire pour faire connaître votre lutte menée depuis 117 jours, au sein de la masse ouvrière tunisienne, aussi bien en Tunisie qu'en France.

Porteurs du flambeau rouge ouvrier, vous serez notre exemple dans la lutte contre l'injustice, l'exploitation, le capitalisme et l'impérialisme.

Vive l'occupation révolutionnaire !

Vive le pouvoir prolétarien !

Français, immigrés, même patron, même combat !

Les travailleurs tunisiens de Saint-Etienne.

## ERREUR TACTIQUE ?

Dans le quotidien « Libération » du vendredi 21 septembre, le responsable de la section CGT de l'usine LIP, Claude Mercet a répondu à la question « Que représente les négociations pour vous ? »

« Rapprocher les points pour pouvoir négocier sur des bases valables, pour que l'argumentation n'apparaisse pas comme un fossé énorme à franchir, que ce soit réalisable. Si de 300 licenciements on veut faire admettre à Girard qu'il y en aura zéro, c'est assez difficile... »

Est-ce que tous les ouvriers concernés par les licenciements sont d'accord avec une telle déclaration, qui, faite avant, et même pendant la période de négociation, de manière publique, dévoile que les négociateurs CGT admettent d'emblée l'idée « réalisable » que soient effectivement licenciés un certain nombre d'entre eux ?

Nous travailleurs de LIP Besançon et Ornans, sommes en lutte depuis plus de cinq mois contre le démantèlement et pour le maintien de l'emploi et des avantages acquis.

Parce qu'elles sont le reflet chez les autres travailleurs de leur propre lutte contre les conséquences de la politique antisociale du pouvoir et du patronat, notre combativité, notre résolution, notre unité sous l'impulsion de nos organisations syndicales ont suscité un puissant courant de solidarité dans la classe ouvrière et bien au-delà.

Comme nous, des centaines de milliers de travailleurs voient leur emploi, leur métier, leur cadre de vie menacés par la politique actuelle de restructuration industrielle, de concentration capitaliste, de recherche du profit maximum, par le passage accéléré des entreprises françaises sous la coupe du capital étranger avec l'accord du gouvernement français.

Nous nous dressons contre les conséquences de cette politique. Nous refusons le démantèlement de notre entreprise et les licenciements que l'on veut nous imposer comme une fatalité économique.

Nous disons : « L'Economie doit être au service de l'Homme. »

Dès le début de notre lutte, nous savions que, pour être victorieuse, elle risquait d'être longue.

Nous avons réfléchi pour déterminer, à chaque étape de notre lutte, les formes d'action originales qui permettraient d'associer tout le person-

## APPEL DES TRAVAILLEURS DE LIP

### et de leurs sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T.

nel à la conduite de la lutte et de combattre aussi longtemps qu'il serait nécessaire pour obtenir un succès.

Nous avons réussi à surmonter nos divergences, jour après jour, et à maintenir, depuis cinq mois, notre Unité, vivante et agissante.

Le sérieux de notre lutte, notre détermination, notre unité, le soutien actif de la classe ouvrière et de nos syndicats, l'appui des partis politiques de gauche, celui de nombreuses associations, le puissant mouvement de solidarité qui nous entoure, ont permis, après quatre mois de luttes, d'imposer des négociations que le gouvernement ne voulait pas.

L'ouverture des négociations est un premier succès à mettre au compte de notre action, de celle de tous les travailleurs de France.

L'acceptation par le négociateur du Pouvoir, après bien des tergiversations, du maintien de l'employeur unique pour l'ensemble du personnel des différents secteurs d'activité (Horlogerie, Armement, Machines-Outils) a constitué un second succès au regard de notre revendication : Non au démantèlement.

Malgré l'intervention des forces de répression, la multiplication des provocations, des pressions, malgré le chantage exercé par le Premier ministre, la suppression de la Sécurité Sociale, des Allocations Familiales, le blocage du Compte Solidarité, nous avons tenu ferme.

Forts de notre bon droit, du soutien actif des autres travailleurs, nous

avons déjoué tous les pièges et réaffirmé notre volonté de négocier.

Au sixième mois de la lutte, les négociations sont entrées dans une nouvelle phase : elles portent sur la garantie de l'emploi pour tous.

Notre revendication « Pas de licenciements » reste pour nous plus fondamentale que jamais.

Malgré quelques ouvertures, aucune garantie n'a été apportée sur cet important problème.

Pour obliger le gouvernement à faire les pas qui s'imposent pour garantir l'emploi de tous,

Pour lutter contre la déqualification croissante du travail,

Pour lutter contre la détérioration croissante des conditions de vie,

Nous appelons les travailleurs et tous ceux qui se sentiront concernés à participer à la

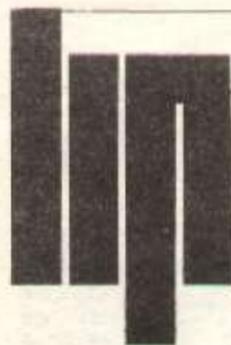
MARCHÉ SUR BESANÇON

Samedi 29 septembre 1973

pour assurer le succès d'un puissant rassemblement revendicatif.

Ce rassemblement devrait être l'occasion de réaffirmer la volonté de tous de voir solutionner enfin le conflit LIP, comme n'ont cessé de le demander les travailleurs et leurs syndicats ; de montrer au Patronat et au Pouvoir notre volonté de voir s'ouvrir des négociations dans toutes les entreprises, dans tous les secteurs publics et privés.

Les travailleurs de LIP et leurs sections syndicales CGT et CFDT



La revendication essentielle :

# PAS DE LICENCIEMENTS !

« Lip » est devenu un drapeau, un symbole, un exemple.

Un drapeau pour tous ceux qui veulent combattre l'exploitation et en finir avec elle.

Un symbole qui exprime les aspirations et les capacités de la classe ouvrière.

Un exemple qui montre la voie pour tous les travailleurs dans leurs luttes contre le Capital.

La solidarité qui s'est manifestée et qui se manifeste envers les « Lip » témoigne que la classe ouvrière s'est reconnue dans leur combat. Plus ou moins consciemment, la classe ouvrière, dans sa masse, a senti que le combat des Lip était aussi son propre combat.

Exemplaire, la lutte des Lip l'est à plus d'un titre. D'abord, en ce qu'elle exprime de façon nette les tendances qui étaient présentes dans toutes les luttes de ces dernières années. D'une certaine façon, la lutte des « Lip » est dans le prolongement de ces combats et a été préparée par eux.

Le Joint-Français, Pennaroya, Girostel, les Nouvelles Galeries de Thionville, ce sont là quelques-unes de ces luttes qui ont marqué ces deux dernières années. A travers elles se sont développées de nouvelles formes de lutte. L'occupation des lieux de travail, la mise en place de piquets de grève, la séquestration des patrons et des cadres répressifs ont constitué quelques-uns des traits marquants de ces combats. Et au fond, ce qui était remis en cause c'était la pratique de la collaboration de classe. « On a que ce que l'on arrache par la lutte, les patrons ne cèdent que devant la force » : ce sont là des vérités qui se sont imposées au travers de ces luttes.

Le fait que la plupart de ces luttes aient été victorieuses, tandis que là où les responsables de la C.G.T. imposaient leurs méthodes de collaboration de classe, les travailleurs connaissaient des échecs (E.D.F., R.A.T.P., S.N.C.F., etc.) a confirmé le bien-fondé de leur orientation. Il n'est pas inutile de rappeler que les dirigeants révisionnistes se sont alors opposés de front à ces luttes, les taxant d'« aventurisme », et ont tout fait pour qu'elles restent isolées.

On se souvient encore, par exemple, de ce jour où Séguy, sur les antennes de l'O.R.T.F., appelait les grévistes des Nouvelles Galeries à reprendre le travail.

La lutte des travailleurs de Lip n'est donc pas arrivée comme « un orage dans un ciel serein ». Ajoutons encore qu'elle s'inscrit dans un courant de remise en cause de la légalité bourgeoise et que là aussi elle traduit une tendance qui était présente dans de nombreuses luttes ouvrières et populaires. Les séquestrations, la « guerre du lait », et les actions contre les cumulards, le refus des lycéens de se soumettre aux interdictions de manifester, la lutte contre la loi de 1920 sur l'avortement, toutes ces luttes ont enfreint la loi. Elles traduisaient le fait que pour défendre leurs intérêts, la classe ouvrière et le peuple ne peuvent pas rester dans les limites fixées par la bourgeoisie. Là encore, c'est le principe même de la collaboration de classe qui se trouve remis en cause. Celle-ci suppose en effet, que les « partenaires sociaux » acceptent de rester dans un certain cadre, respectent certaines règles du jeu ; règles fixées par la bourgeoisie bien sûr.

## Lip va plus loin et innove

S'il serait faux de se représenter la lutte des « Lip » comme « descendue du ciel », il serait tout aussi faux de ne pas voir en quoi elle va plus loin et en quoi elle comporte des aspects nouveaux. C'est en cela aussi qu'elle est exemplaire.

● Les licenciements ne sont pas une fatalité.

Et d'abord il faut rappeler que la lutte des « Lip » est une lutte contre les licenciements, contre le chômage. Sous l'influence des directions révisionnistes et réformistes, les travailleurs ont eu longtemps tendance à considérer qu'on ne pouvait rien faire contre les licenciements, que tout ce qu'on pouvait faire c'était se battre pour de meilleures conditions de licenciement. De ce fait, la plupart du temps les travailleurs se sont trouvés désarmés devant les mesures de licenciements. Il faut rappeler l'accord signé le 10 février 1969 par les directions syndicales sur la « sécurité de l'emploi ». Cet accord entérinait le principe des « licenciements collectifs d'ordre économique ». Pour les travailleurs de Lip, il ne s'agit pas d'obtenir de « meilleures » conditions de licenciements, mais de combattre et de refuser le principe même des licenciements. Ils affirment par leur lutte que les licenciements ne sont pas inévitables et doivent être combattus de manière offensive. Voilà qui illustre parfaitement la différence entre la collaboration de classe et la lutte de classes. La collaboration de classes dit : « Nous acceptons la règle du jeu qui veut qu'il y ait des licenciements, le tout étant qu'ils se fassent en « douceur ».

La lutte de classes dit : Nous refusons et nous combattons le principe même des licenciements ; les travailleurs de Lip créent ainsi un nouvel état d'esprit face aux licenciements et démontrent qu'ils peuvent être combattus efficacement. Il est à noter que les luttes qui se sont développées sur la lancée de Lip sont aussi des luttes contre les licenciements, ce qui démontre que la leçon de Lip a été comprise.

● La légalité bourgeoise n'est pas sacrée.

Les travailleurs de Lip se sont attaqués à ce qui constitue le fond même de la légalité bourgeoise, le respect de la propriété privée des moyens de production. En vendant pour leur propre compte le produit de leur travail (qui, du point de vue de la légalité bourgeoise est propriété du capitaliste), en faisant tourner l'usine (propriété du capitaliste du point de vue de la légalité bourgeoise) pour eux-mêmes, ils ont commis le « crime » suprême. Ils ont ainsi démontré que la légalité n'était pas neutre mais bel et bien au service des capitalistes et que la classe ouvrière, pour défendre ses intérêts ne devait pas hésiter à la « violer ». Autrement, elle se lie les mains et s'interdit de pouvoir combattre efficacement l'exploitation. Le pouvoir a parfaitement compris le danger que constituait cet exemple pour la bourgeoisie, et c'est la raison pour laquelle il a envoyé ses C.R.S.

● La démocratie prolétarienne à l'œuvre.

Au cours des luttes de ces deux dernières années, la pratique de la démocratie prolétarienne s'est répandue, en particulier sous la forme des assemblées générales et des comités de grève.

Les travailleurs de Lip l'ont portée à un niveau supérieur et lui ont donné des formes nouvelles.

La lutte est l'affaire de tous les travailleurs : pour cela, les décisions sont prises en assemblée générale et les représentants des travailleurs doivent mettre en application ces décisions.

Les travailleurs contrôlent leurs représentants : Pour cela, ces derniers rendent compte de leur activité en assemblée générale. En ce qui concerne les négociations, les travailleurs en contrôlent le déroulement. Pour cela, ils y sont présents en aussi grand nombre que possible et des bandes sonores leur sont communiquées.

De telles mesures sont en complète opposition avec les pratiques bureaucratiques des dirigeants révisionnistes et réformistes qui tiennent à garder le secret des négociations et agissent en dehors du contrôle des travailleurs. La démocratie prolétarienne sapé les fondements de la collaboration de classe.

A ce sujet, il est significatif que les dirigeants de la C.G.T., qui prétendent exalter la lutte des travailleurs de Lip, n'aient jamais dit un mot sur le Comité d'action de Lip. Et pourtant, il a joué et joue un rôle essentiel dans la lutte.

Ce Comité d'action constitue un des développements fondamentaux que les travailleurs de Lip ont apporté à la démocratie prolétarienne. Il a pour rôle d'unir les travailleurs indépendamment de leur appartenance syndicale, afin de leur permettre de prendre des initiatives, de donner leur point de vue. Il est le moyen d'unir syndiqués et non-syndiqués. Précisons qu'il n'est pas contre le syndicalisme.

L'histoire des luttes de ces dernières années témoigne que la tendance à recourir à la démocratie prolétarienne constitue un courant irréversible. Lip démontre que sa mise en œuvre est la condition pour que se réalise l'unité des travailleurs.

## Derrière le combat des Lip...

Ayant comme objectif la lutte contre les licenciements, le combat des travailleurs de Lip va en fait beaucoup plus loin. Il pose la question du pouvoir.

En faisant tourner l'usine sans patrons, les ouvriers de Lip ont démontré à la fois les capacités de la classe ouvrière et leur aspiration à être les maîtres de leur usine et de leur destin.

Au-delà de leur combat, c'est le socialisme, le pouvoir de la classe ouvrière qui se profile.

Quoi qu'il arrive maintenant, après Lip, bien des choses ne seront plus comme avant. Les ouvriers de Lip ont commencé à écrire une nouvelle page de l'histoire du mouvement ouvrier de notre pays.

L'exemple des Lip commence à déteindre, à nous de tout faire pour qu'il gagne du terrain. C'est là le meilleur soutien qu'on puisse leur apporter.

**LIP... RACISME... CHILI... EUROPE**

## QUELLE VOIE PRENDRE ?

VENDREDI 12 OCTOBRE - Salle de la Mutualité - Paris  
20 H 30

## MEETING HUMANITÉ ROUGE

Avec plusieurs orateurs intervenant :

- pour la défense des libertés démocratiques ;
- pour le soutien aux luttes prolétariennes et populaires ;
- contre la double hégémonie mondiale américano-soviétique.

D'ores et déjà organisez la participation collective de tous vos camarades et amis à ce grand meeting central, dont l'importance doit dépasser celle déjà positive du meeting organisé pendant la période des élections législatives sur le thème « Ce que proposent les marxistes-léninistes ! »

En avant pour un véritable meeting de masse !

## Kelton (Besançon)

# DES SALAIRES DE MISÈRE, LES OUVRIÈRES HORLOGÈRES EN ONT ASSEZ

Depuis mai 1968 chez Kelton, — filiale du trust américain Timex —, où sont employés 2 600 travailleurs dont une forte majorité de femmes, — 1 600 —, c'est la première grande grève. Mais ne faut-il pas signaler que le 14 août lorsque les flics de l'Etat bourgeois ont occupé l'usine LIP, la solidarité active s'est manifestée par un important débrayage et les travailleurs de Kelton sont montés en cortège à Palente.

Chez Kelton, les ouvrières en grand nombre jeunes, en ont assez d'être payées à des salaires de misère, 5,10 F pour les adultes, 4,80 F pour les moins de 18 ans, même pas le SMIC ! Et pourtant l'Etat bourgeois fait des « lois » qui ne sont même pas appliquées par les exploiters. A quoi sert donc le ministre du travail ? Bien mieux l'exploiteur Kelton va jusqu'à intégrer les primes de rendement dans le taux horaire et si la chaîne ne tient pas la cadence, les primes sautent. De plus les cadences sont infernales et les brimades continuelles.

Les salaires pour O.S. varient entre 600 et 900 francs par mois. Un ouvrier P.2 après une dizaine d'années d'ancienneté touche 1 200 francs par mois.

### LE JOUR DE LA PAIE, LA COLÈRE MONTE

C'est donc, peu de temps après la paie que les débrayages se produisent dans plusieurs ateliers. Le 11 septembre, les ouvrières de l'horlogerie arrêtent le travail, se rendent au local syndical ainsi que les ouvrières, les ouvriers des ateliers de placage, de chromage. Là, réunis en assemblée générale, les ouvrières, les ouvriers mettent au point leur cahier de revendication : salaire minimum d'embauche 5,20 F + 0,30 F pour les O.S. ; 0,50 F pour tous, même pour le personnel de cantine ; suppression de l'abattement d'âge ; blouses et vêtement de travail fournis par l'entreprise ; treizième mois après 6 mois

d'ancienneté ; suppression des 3 jours de carence ; paiement des jours d'inventaire de fin d'année ; dans tous les départements que les barèmes et classifications soient affichés ; révision de la grille de salaires ; temps passé à l'infirmerie payé en totalité et non 20 minutes comme actuellement ; une heure d'information syndicale par mois.

Ce même jour le cahier de revendication est remis à la direction qui rejette ces revendications en bloc. Le lendemain, la poursuite de la grève est décidée en assemblée générale et d'autres ateliers se joignent à la grève. A midi 80 % des travailleurs sont en grève et l'après-midi un millier de grévistes manifestent dans la zone industrielle de Besançon. Au troisième jour, la direction Kelton refuse toujours de négocier et qualifie la lutte des travailleurs de Kelton de « grève sauvage », « pagaille » et « folklore ». La direction Kelton prend peur, vendredi et lundi elle fait sortir de l'usine tous les stocks de montres et de pièces.

Des piquets de grève sont mis en place mardi, la cantine et le poste de gardiennage sont occupés. Une nouvelle manifestation a lieu dans les rues de Besançon aux cris de : « Des salaires, pas l'aumône ».

Dans la matinée du mercredi 19 septembre plusieurs ateliers sont occupés. Le buveur de sang Faudot déclare : « Je peux conclure que le problème actuel de Kelton n'est plus un problème de salaire, mais le désir de maintenir une agitation permanente... Je pense que la raison l'emportera sur le désordre... » Que ce PDG nous montre son bulletin de salaire et nous sommes persuadés qu'il n'est pas au SMIC mais peut-être dix fois plus !

### L'USINE RESTE AUX MAINS DES GREVISTES

Cela n'empêche nullement le mouvement de se renforcer mais au contraire ce sont près de 2 000 grévistes qu'il y a maintenant. Et ce n'est pas



non plus l'envoi de « cois blancs musclés » le matin du 20 septembre qui change quoi que ce soit la détermination des grévistes. L'usine est aux mains des grévistes et l'occupation se poursuit.

Devant ce rapport de force, la direction recule, négocie et fait de nouvelles propositions. Celles-ci portent notamment sur « l'augmentation générale de 0,45 F de l'heure au premier octobre pour l'ensemble du personnel avec application rétroactive d'une faible partie de cette revalorisation au 1<sup>er</sup> octobre, mais en incluant les 3 % accordés lundi dernier ; fixation à 5,20 F du salaire horaire minimum de base pour l'embauche et à 5,53 F du salaire garanti versé avec un seuil d'« efficacité » (souligné par nous) défini en points ; abatement d'âge maintenu à 3 mois au lieu de 6 mois auparavant » ; les autres revendications seraient examinées ultérieurement.

Ces propositions furent communiquées vendredi après-midi aux travailleurs en lutte. Un vote fut organisé et le résultat ne faisait aucun doute. C'est par 286 voix contre 153 que les grévistes décidaient la poursuite de la grève avec occupation jugeant les propositions patronales insuffisantes. Une assemblée générale est prévue lundi.

### DERNIERE MINUTE :

**Avant l'Assemblée générale du lundi 24, la C.G.T. avait appelé les travailleurs de Kelton à « reprendre le travail tous ensemble ».**

**Sur 627 présents à l'A.G., 480 ont pourtant voté pour la poursuite de la grève, 145 contre.**

## (Creusot-Loire)

# Grève avec occupation

Les ouvriers d'un atelier de l'usine Creusot-Loire de l'Ondaine dans la Loire, qui débrayent depuis le 5 septembre pour leurs revendications salariales, ont décidé, à la suite des sanctions de la direction, — lock-out des ouvriers de l'atelier —, de passer à une nouvelle forme d'action.

Les ouvriers de cet atelier qui fournit des lingots pour les forges et laminoirs ont décrété la grève avec occupation le jeudi 20 septembre. Depuis lors, 150 ouvriers occupent l'atelier. Les grévistes ont reçu le soutien des ouvriers d'autres ateliers.

## Les élections cantonales Défaite de l'électorisme

Dirigeants des Partis « de gauche » et U.D.R. avaient tenté de sensibiliser le corps électoral en engageant une polémique très artificielle sur la question du caractère politique ou seulement administratif des élections cantonales.

Mais leurs efforts n'ont obtenu qu'un maigre résultat. Près d'un électeur inscrit sur deux a boudé le scrutin cantonal du 23 septembre. C'est le pourcentage d'abstentions le plus élevé depuis la Libération. Et quand on sait qu'un grand nombre de personnes ne se fait plus inscrire sur les listes électorales, notamment des jeunes, on constate que le courant anti-électoriste se développe de plus en plus.

Du point de vue des résultats politiques exprimés, le scrutin a d'ailleurs confirmé les tendances apparues lors des élections législatives. Il n'y a pas grand changement. Le Parti socialiste, renforcé par la ligne opportuniste et la tactique sans principe des dirigeants révisionnistes, obtient davantage de suffrages et d'élus que le Parti « communiste » français. De toute

façons, cela n'a pas grande importance, ces gens sont attelés à la même charrette.

Un grand nombre des honzes cantonaux sortants sont d'ores et déjà réélus, et tous les vieux partis entonnent leurs chants de victoire habituels.

En définitive, les communistes marxiste-léninistes se réjouissent de la prise de conscience relative que manifeste le progrès du refus des urnes.

Il est vrai que le putsch fasciste du Chili constitue un réveil brutal pour nombre d'honnêtes travailleurs qu'étaient parvenus à endormir de leurs illusions les propagandistes de l'Union de la gauche, passionnés d'élections sous le contrôle de la bourgeoisie et généreux de promesses de voie « pacifique » au socialisme.

En France, comme ailleurs, les changements profonds, réels et durables ne sortiront pas des urnes, mais seront imposés par la violence de classe du prolétariat et des masses populaires. Il n'y a plus désormais d'autre voie possible.

24<sup>e</sup>

**anniversaire  
de la République  
Populaire  
de Chine**



## MEETING DE CÉLÉBRATION

ORGANISÉ PAR

**L'ASSOCIATION DES AMITIÉS  
FRANCO-CHINOISES**

Vendredi 5 octobre 1973 à 20 h 30  
Grande salle de la Mutualité (Paris)

Métro : Maubert-Mutualité

**AVEC LA PARTICIPATION DE JEAN CARDONNEL,  
D'UN MILITANT SYNDICALISTE  
ET D'UN DIRIGEANT DE L'ASSOCIATION**

Riposte aux assassinats racistes

# L'ÉMIGRATION ALGÉRIENNE SUSPENDUE

Ils sont actuellement 750 000 en France dont plus de 430 000 participent activement au travail productif, dans les secteurs les plus indispensables et les plus pénibles :

La moitié d'entre-eux travaillent dans le Bâtiment et les Travaux publics ; 3 800 O.S. de l'usine Renault de Billancourt sont des travailleurs algériens.

Les causes de leur exil de la terre natale à laquelle ils sont si profondément attachés pourtant, ont de lointaines racines :

*« Votre mission n'est pas de courir après les Arabes, ce qui est fort inutile ; elle est d'empêcher, dans votre zone, les Arabes de semer, de récolter... de jouir de leurs terres... »*

Ainsi s'exprimait le tristement fameux général Bugeaud devant la Chambre des Députés, le 15 janvier 1840.

Ainsi s'est toujours comporté le colonialisme français au cours de cent trente années de la plus cruelle oppression, condamnant le peuple algérien tout entier à la misère et au chômage.

Depuis, les armes à la main, ce peuple a conquis son indépendance, depuis il ne cesse d'affirmer sa volonté inflexible d'édifier une Algérie libre et authentiquement indépendante sur tous les plans : politique, militaire, économique. De cette détermination la récente crise du pétrole a été un exemple éclatant.

Voilà ce que ne peuvent digérer les professionnels de la haine raciste qui ne cessent de distiller leur poison, leurs appels aux meurtres, avec la bienveillante complaisance du pouvoir, porte-parole des banques et des monopoles industriels. Ceux-ci sont trop heureux de ces tentatives qui cherchent à briser l'unité des travailleurs français et immigrés de toutes nationalités, la combativité croissante des travailleurs immigrés en butte à une exploitation féroce, à des conditions de vie inhumaines, à la haine raciste la plus ignoble que ne cessent de déverser les torchons du genre *Minute* ou *le Méridional*.

En moins d'un mois 11 travailleurs algériens ont été assassinés en France, tombés sous les balles des racistes ou morts dans les commissariats de police !

C'est ce qui explique la ferme et juste décision du Conseil de la

*sans doute quelques problèmes, mais nous avons surmonté des situations beaucoup plus difficiles. Si, en revanche, la France a besoin de nos travailleurs, son gouvernement a alors le devoir de les protéger.*

Lui faisant écho la résolution du Conseil de la Révolution déclare :

*« Par ailleurs, le Conseil de la révolution et le Conseil des ministres ont étudié la situation, devenue dramatique, de l'immigration algérienne en France, notamment après la vague de racisme qui s'est abattue sur nos travailleurs à la veille de la tenue de la IV<sup>e</sup> Conférence au sommet des pays non alignés. »*

*« En examinant ce problème délicat avec toutes ses implications, le Conseil de la révolution et le Conseil des ministres, tout en s'inclinant devant la mémoire de ces martyrs, ont tenu à rendre hommage tant à la maturité politique de l'émigration algérienne, qui a su déjouer toutes les provocations, qu'aux voix françaises qui se sont élevées contre toutes les manifestations du racisme qui aboutissent, aujourd'hui, aux attentats criminels. »*

*« Le Conseil de la révolution et le Conseil des ministres dénoncent avec vigueur toutes les forces occultes qui travaillent contre la promotion des relations entre l'Algérie et la France, voire entre le tiers-monde et la France. Des mesures conservatoires ont été envisagées et il a été décidé en l'occurrence la suspension immédiate de l'émigration algérienne en France en attendant que les conditions de sécurité et de dignité soient garanties par les autorités françaises aux ressortissants algériens. »*

Voilà qui ne fait pas l'affaire du patronat français qui ne cherche pas à cacher son inquiétude sous les vertueuses protestations : *« Dans les entreprises françaises il n'y a aucune discrimination d'aucune »*

sorte ose affirmer Chotard, vice-président du C.N.P.F. Pourtant les annonces de *France-Soir* débordent de mentions du genre « pas de Nord-Africains », « Gens de couleurs s'abstenir », directement dictées par le patronat.



Excitation au racisme.

Et le voilà pourtant bien obligé de reconnaître au grand jour l'apport de l'émigration :

*« L'économie française aujourd'hui, a besoin des travailleurs étrangers. Et parmi ces travailleurs, effectivement, les algériens représentent une partie importante. Il est évident que si une telle mesure était maintenue, cela poserait un problème pour l'économie française. »*

Gouvernement et patronat sont ainsi mis au pied du mur. C'est pour nous l'occasion de réaffirmer avec force cette revendication fondamentale.

*« Egalité des droits des travailleurs français et immigrés ! »*

*« A bas le racisme ! »*

## Un ouvrier algérien agressé à Rennes

Rennes au mois d'août : rues désertes ; un ouvrier algérien du bâtiment rentre à pied chez lui. Soudain une voiture arrive, fait un écart, le heurte violemment et disparaît très vite. Bilan : contusions multiples, fractures à un bras... Cela aurait pu être la mort.

Pendant ce temps, « Minute » titre : « Il n'y a pas de place chez nous pour les furieux importés, les souteneurs... et surtout pas pour ceux qui ont oublié de laisser leur poignard au vestiaire. »

— Qui sont les furieux : nos frères immigrés ou les flics et les autres racistes qui les traquent (voir Marseille et les gardes-mobiles à Grasse).

— Qui sont les souteneurs : les travailleurs immigrés ou la bourgeoisie qui force les femmes du peuple à se prostituer pour pouvoir boucler le mois (voir en plus des affaires comme celle de Lyon).

— Qui ne laisse pas le poignard au vestiaire : les Algériens ou bien les S.A.C., C.D.R., les parachutistes de Toulouse ou autres fascistes.

Quel est le but de la bourgeoisie :

1° Terroriser les travailleurs immigrés pour en faire une main-d'œuvre docile (racisme et loi Fontanet allant de pair).

2° Diviser la classe ouvrière en détournant la colère des travailleurs français, devant le développement (voulu par la bourgeoisie) de la criminalité, sur leurs frères de classe et ainsi détourner la lutte des travailleurs de leur véritable ennemi à tous, la bourgeoisie.

Cette campagne raciste n'est pas isolée, elle s'inscrit dans tout un processus de fascisation et montre que la bourgeoisie est prête à tout pour maintenir sa domination.

Rappelez-vous, la bourgeoisie allemande nazie eut aussi ses boucs émissaires : les Juifs.

**LUTTONS TOUS CONTRE LE RACISME ET LA FASCISATION !**

**TRAVAILLEURS FRANÇAIS, TRAVAILLEURS IMMIGRÉS, UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE !**

Correspondant H.R. Rennes.

# FAIRE FACE AUX EXPULSIONS D'ÉTRANGERS



Repatriement d'un Algérien, victime du racisme.

révolution algérienne, de suspendre immédiatement toute immigration à destination de la France.

Il y a peu de temps déjà, le président Boumediène affirmait :

*« ... Il est des situations qu'il est difficile d'accepter. C'est un problème de dignité. »*

*« Je le dis franchement : si le Gouvernement français ne veut pas de nos travailleurs qu'il le dise. Nous les reprendrons. Cela nous posera »*

Après le militant de la Cause palestinienne Courbage, le pasteur Perrégau, le pasteur Parker, qui manifestaient une solidarité active aux travailleurs immigrés en lutte, viennent d'être brutalement expulsés de France. Le gouvernement entend ainsi intimider tous les étrangers qui luttent aux côtés du peuple de France contre sa politique réactionnaire.

A l'heure où la scélératesse circulaire Fontanet reprend vigueur, à l'heure où les menaces d'expulsion se multiplient, c'est un devoir impérieux pour tous de faire échec au gouvernement en lui interdisant toute expulsion par une mobilisation de masse active. La connaissance de ses propres lois peut, pour cela, être utile. C'est pourquoi nous reproduisons ci-dessous un extrait du « Guide du militant » de Denis Langlois, portant sur cette question.

« La vieille ordonnance du 2 novembre 1945, qui règle toujours le sort des étrangers, prévoit dans ses articles 23 à 28 la possibilité d'expulser du territoire français l'étranger dont la présence constitue « une menace pour l'ordre public ou le crédit public ».

Cette expulsion est prononcée par le ministre de l'Intérieur ou, dans les départe-

tements frontaliers, par le préfet qui doit en rendre compte immédiatement au ministre. Il s'agit donc d'un acte du pouvoir exécutif, n'ayant aucun caractère judiciaire.

En temps normal, l'étranger peut certes, sur sa demande, être entendu par une commission et être assisté par un avocat. Cette commission composée d'un seul magistrat et de deux représentants de l'administration ne donne cependant qu'un avis purement consultatif. C'est donc toujours le ministre de l'Intérieur qui statue en dernier lieu, quel que soit l'avis de la commission.

En cas d'urgence absolue reconnue par le ministre, le passage devant la commission est même supprimé et l'expulsion peut être immédiate...

Quels sont les conseils à donner à un étranger menacé d'être expulsé ? Celui, tout d'abord, de ne signer aucun papier où il accepterait l'arrêté d'expulsion et déciderait de quitter le territoire français à destination d'un autre pays. Celui, ensuite, de prévenir immédiatement un avocat, si du moins il a été laissé en liberté, et de demander à être entendu par la commission des expulsions. Cela permet de gagner un temps précieux qui

peut être utilisé pour attirer l'attention de l'opinion sur cette expulsion.

En l'absence d'un véritable contrôle judiciaire, c'est, en effet, l'opinion publique qui peut jouer le rôle de gardien du droit des étrangers. Des démarches officielles et des campagnes de presse ont évité l'expulsion de militants qui allaient, pour certains, être remis entre les mains de la police de leur pays d'origine.

Il est également possible de déposer un recours devant le tribunal administratif et le conseil d'Etat. C'est là une procédure longue qui n'apporte aucune solution dans l'immédiat ; mais elle doit être tentée, car elle peut servir à démontrer les contradictions du système répressif à l'égard des étrangers.

A plusieurs reprises, depuis mai 1968, des arrêtés d'expulsion ont été annulés de la sorte...

... Il est même arrivé que le ministre de l'Intérieur, ne se sentant pas à l'aise sur le terrain judiciaire, annule de sa propre initiative un arrêté d'expulsion, dès qu'un recours était déposé par l'étranger expulsé.

Il y a donc lieu d'utiliser cette procédure chaque fois que cela sera possible. »

# LA SITUATION INTERNATIONALE ET LA VISITE DE POMPIDOU EN CHINE

La première constatation à faire lorsqu'on considère la situation internationale actuelle c'est qu'elle est complexe. C'est là le propre des périodes de grands bouleversements, autrement dit c'est là le reflet du développement et de l'alignement des contradictions fondamentales du monde. Dans une telle situation, plus que jamais, il est important de se débarrasser des idées toutes faites, des jugements à l'emporte-pièce, qui ne reflètent jamais les intérêts du prolétariat. Au contraire il faut adopter l'attitude scientifique marxiste-léniniste qui consiste notamment à étudier les phénomènes dans leur essence afin de comprendre le sens de leur développement. Sans une telle attitude il est impossible ni de servir la cause de la révolution mondiale ni même de faire avancer la cause de la révolution prolétarienne en France.

Dans une œuvre capitale, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », Lénine a brillamment caractérisé l'époque où nous vivons comme celle du capitalisme arrivé à son dernier stade, l'impérialisme, qui est la veille de la révolution prolétarienne. Lénine pour formuler ces appréciations fondamentales s'appuyait sur une étude du développement du capital monopoliste et du partage du monde entre quelques puissances impérialistes, l'Allemagne, le Japon, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Et c'est notamment parce qu'il dénonça le véritable caractère impérialiste de la guerre de 1914-1918, contre la propagande

chauvine des révisionnistes de la II<sup>e</sup> Internationale que la Révolution d'Octobre put triompher.

Ainsi la guerre entre impérialistes aboutit-elle essentiellement à un affaiblissement général de l'impérialisme même si par ailleurs elle fut l'occasion d'une nouvelle redistribution des colonies, protectorats et autres sphères d'influence.

Au cours des années 30 l'Allemagne et le Japon, tous deux « lésés » dans le partage du monde, mais en pleine expansion économique, furent naturellement conduits de par leur essence impérialiste à exiger un nouveau partage du monde. La seconde guerre mondiale qui avait le double but d'établir l'hégémonie des impérialistes allemands, japonais et italiens et de détruire la patrie du socialisme aboutit en fin de compte à un affaiblissement général de l'impérialisme et à un vigoureux développement des luttes de libération nationale, partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale : la fondation de la République populaire de Chine dont nous célébrerons le 1<sup>er</sup> octobre le vingt-quatrième anniversaire marque l'entrée sur la scène de l'Histoire des peuples du tiers monde. La seconde guerre mondiale fut suivie de l'écroulement des empires coloniaux. Si nombre de pays ont accédé au cours de ces vingt dernières années à l'indépendance, l'impérialisme n'en a pas pour autant disparu.

« Ce qui caractérise le capitalisme actuel, a dit Lénine, c'est l'exportation des capitaux ». Or au lendemain de la deuxième guerre, seuls

les Etats-Unis étaient en mesure d'exporter des capitaux, ce qui leur permit d'établir leur loi sur le plus grand empire de tous les temps. Cependant non seulement ils rencontraient une vive opposition des peuples mais encore un puissant camp socialiste au sein duquel l'Union soviétique de Staline représentait la seconde puissance mondiale, tant par ses ressources économiques que par son potentiel militaire. A la mort de Staline, les révisionnistes modernes s'emparèrent de la direction du Parti et de l'Etat : restaurant le capitalisme à grande vitesse ils ne tardèrent pas à transformer l'U.R.S.S. en une super-puissance impérialiste.

Les rapports que voulurent instaurer les révisionnistes soviétiques au sein de ce qui avait été le camp socialiste furent typiquement impérialistes, suscitant une réaction indignée des peuples chinois et albanais. Le retrait des experts soviétiques de Chine et l'abandon brutal de l'aide à la Chine et à l'Albanie montrèrent à l'évidence que l'aide soviétique n'était nullement désintéressée mais qu'elle visait à soumettre totalement l'économie chinoise et albanaise aux intérêts soviétiques assimilés abusivement aux intérêts du socialisme. Au cours des années 60, s'appuyant notamment sur leur puissance militaire, les révisionnistes à la tête de l'Union soviétique s'attachèrent essentiellement à consolider leur sphère d'influence en collaboration avec les impérialistes américains pour un partage de l'hégémonie dans le monde.

## L'ENJEU DE L'EUROPE

Depuis 1968, mais encore plus depuis 1970, on note une extrême agitation des dirigeants du Kremlin : partout ils cherchent à organiser la subversion qui n'a rien à voir avec un mouvement révolutionnaire des masses. C'est ainsi qu'ils susciteront une tentative putschiste des révisionnistes soudanais pour s'emparer du pouvoir au Soudan, c'est ainsi qu'ils susciteront une subversion à Ceylan avec le soutien actif des trotskystes, c'est ainsi qu'ils ont suscité la création de l'état fantoche du soi-disant « Bengla-Desh », qu'ils ont organisé un coup d'état installant un de leurs fidèles en Afghanistan, ou encore qu'ils ont renforcé cet état leur contrôle sur l'Irak, leur but avoué étant de prendre pied sur les rives du Golfe persique.

Par là en particulier ils montrent

tout d'abord : à l'échelle du continent eurasiatique, l'Europe n'est qu'une péninsule très peuplée et prospère par rapport au reste du monde.

Du point de vue économique, sur bien des plans l'Europe de l'Ouest unic, c'est-à-dire le Marché commun, est capable de rivaliser avec les deux super-puissances.

Du point de vue politique, une partie de l'Europe à l'Est est d'ores et déjà soumise à la baguette des nouveaux tsars du Kremlin, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, République démocratique allemande, Bulgarie, l'autre partie est constituée de plusieurs pays petits ou moyens.

Enfin du point de vue militaire, seule la petite, mais révolutionnaire

pendance nationale. Certes nous n'avons aucune confiance dans la bourgeoisie monopoliste française pour appliquer de façon conséquente une telle politique. Le pessimisme inadmissible des hauts responsables à la défense nationale indique bien les limites de cette classe qui ne peut pas s'appuyer sur les masses pour défendre le pays. Cependant l'aspect principal de la politique suivie par cette bourgeoisie monopoliste sur cette question à l'heure actuelle est positif. Nous approuvons la volonté de la France de se doter d'une force de frappe, tout en demandant que, comme la République populaire de Chine, la France fasse le serment de ne jamais l'utiliser la première.

Nous approuvons les déclarations du ministre des Affaires étrangères lorsqu'il refuse, à Helsinki, d'accepter la loi des super-grands nucléaires. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'invitation faite par le Gouvernement chinois à Georges Pompidou. La visite que celui-ci a effectuée en Chine sert la cause de la lutte mondiale contre l'impérialisme, car elle témoigne de la possibilité d'une unité très large contre les tentatives d'hégémonie mondiale de quelque superpuissance que ce soit.



1968 : Invasion militaire brutale de la Tchécoslovaquie par l'armée soviétique.

## LES REVISIONNISTES, LES TROTSKYSTES ET LA PREPARATION IDEOLOGIQUE AU CONTROLE ETRANGER

Bien entendu tout le monde ne s'est pas réjoui de cette visite. A commencer par Brejnev qui a grossièrement fait pression pour que Pompidou passe à Moscou rendre des comptes.

Mais en France même, Brejnev récolte de bruyants échos. Les dirigeants révisionnistes français ont inventé de toutes pièces récemment une soi-disant campagne antisoviétique : se servant des légitimes inquiétudes dans l'opinion française face au renforcement du potentiel soviétique en Europe au cours de l'année écoulée, ils crient à l'anticommunisme et à l'antisoviétisme ;

ils suscitent ainsi un réflexe justifié des travailleurs et en profitent pour glorifier l'Union soviétique passablement discréditée ces derniers temps chez nous.

C'est un exemple de l'abus de confiance des dirigeants révisionnistes français. Ils se comportent de la même manière lorsqu'ils propagent dans les masses l'idée d'une « ère de détente » possible à l'époque de l'impérialisme.

Sans reprendre les mêmes paroles, mais sur le même thème au fond et avec le même objectif, les dirigeants trotskystes propagent de dangereuses idées pacifistes notam-

ment lorsqu'ils encouragent l'objection de conscience et d'autres positions antimilitaristes, apparemment justifiées par la lutte contre l'armée bourgeoise pour tromper les jeunes intellectuels. Il y a convergence de fond entre les lignes politiques révisionniste et trotskiste.

Toutes ces campagnes s'inscrivent en effet dans un même but : affaiblir notre peuple, affaiblir l'Europe face à la double hégémonie mondiale et à la menace social-impérialiste. Nous ne doutons pas que leurs manœuvres échouent.

Henri JOUR.

## LUTTE ACCRUE ENTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES

Pendant une telle collaboration et le partage du monde qui l'illustrait était nécessairement temporaire. L'essence des rapports entre les deux super-puissances impérialistes c'est la lutte, la lutte pour l'hégémonie mondiale. Aujourd'hui cette lutte doit aller en s'aiguissant pour deux raisons.

Tout d'abord tant l'impérialisme américain que le social-impérialisme soviétique traversent une crise intérieure et extérieure grave. Pour les Etats-Unis les dépenses inconsidérées pendant plus de vingt ans, le flot des dollars gaspillés dans la subversion, la guerre, en particulier en Indochine, la course aux armements, la course à l'espace, ont

abouti à une situation dont le monde entier voit les résultats à travers l'effondrement de ce veau d'or de jadis, le dollar. Non seulement les Etats-Unis ont trouvé nombre de peuples les armes à la main debout, mais encore l'avenir des relations avec leurs anciens amis que parfois ils ont contribué à mettre en place par des coups d'état se présente mal : « plus d'argent, plus d'amis ». Ainsi les Etats-Unis n'arrivent-ils plus à faire face aux immenses dépenses que nécessitent leur immense empire et se trouvent affrontés à une hostilité générale et massive des peuples du monde. Au sein même des Etats-Unis l'impérialisme américain ne parvient pas à

résoudre les problèmes sociaux et raciaux très sérieux.

Quant aux sociaux-impérialistes de Moscou, si le monde en général connaît mal leurs difficultés, elles n'en sont pas moins réelles. Eux aussi se sont lancés dans des dépenses prodigieuses en armement, en fusées spatiales, en bases militaires à l'étranger, eux aussi ont été conduits à se lancer dans l'agression devant la résistance des peuples à leur pillage économique : c'est ainsi qu'ils n'ont pas hésité à occuper la Tchécoslovaquie trop indisciplinée à leur goût, eux aussi traversent une grave et insurmontable crise intérieure : c'est ainsi par exemple qu'ils ont dû acheter 20 millions de tonnes de blé aux Etats-Unis en 1972, dépensant par là de très grandes réserves d'or, c'est ainsi que nombre de minorités nationales cruellement opprimées se révoltent et que le peuple soviétique dans son ensemble est mécontent.

La seconde raison au développement de la contradiction entre les deux super-puissances c'est la supériorité nouvelle de l'U.R.S.S. sur les Etats-Unis. Il apparaît en effet maintenant avec netteté que l'U.R.S.S. a depuis cinq ans progressé avec rapidité dans la course aux armements tandis que les Etats-Unis avaient tendance à ralentir leur rythme (voir tableau).

Dans une telle situation il est inéluctable que les sociaux-impérialistes soviétiques exigent un repartage du monde et qu'ils se lancent dans de nouvelles aventures.

leur souci impatient de contrôler les sources d'approvisionnement en matières premières et notamment en pétrole, le Golfe persique contrôlant les deux tiers des approvisionnements mondiaux en pétrole, qui est la première source d'énergie du monde actuel.

On aurait tort de croire que la lutte entre impérialismes, dans laquelle les impérialistes français, allemands et autres ne sont vraiment que des « gagne-petit », se livre uniquement autour des sources de matières premières. Dans la situation de crise économique grave des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., la riche Europe industrialisée est devenue une proie tentante.

Du point de vue géographique

la République populaire d'Albanie est prête à toutes les éventualités. Les divers pays de l'Ouest ont une politique militaire différente et en fin de compte seuls les Etats-Unis à l'heure actuelle sont en mesure de contrebalancer la menace soviétique. Bien entendu les Etats-Unis vendent chèrement cette protection et en font régulièrement l'enjeu d'un chantage lors de leurs affrontements économiques avec l'Europe.

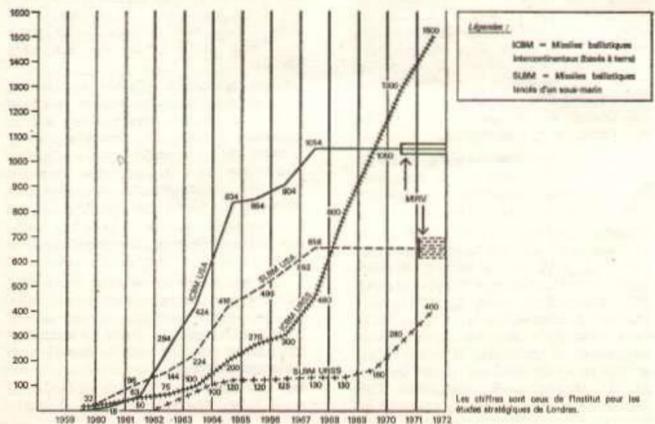
Toujours du point de vue militaire, et les questions militaires ont une grande importance dans la mesure où elles reflètent une politique, il est à remarquer que près de deux-tiers des troupes et du potentiel militaire soviétique sont destinés à contrôler l'Europe.

## LES ASPECTS POSITIFS DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Tout en augmentant et en modernisant leur armement en Europe et dans les mers avoisinantes comme la Méditerranée, les révisionnistes soviétiques font beaucoup de tapage sur « l'ère de la détente », et « la sécurité européenne ». Cette tactique n'a rien de nouveau. Hitler était lui aussi un agneau à l'en croire.

Dans cette situation, en tant que

représentant du détachement d'avant-garde du prolétariat de France, les marxistes-léninistes apprécient positivement les prises de positions du Gouvernement français sur certaines questions internationales et notamment sur la lutte contre toute hégémonie, sur le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays ainsi que sur la question de l'indé-



## MESSAGE DE L'H. R. AU PRÉSIDENT MAO

1<sup>er</sup> octobre 1973

Au président Mao Tséoung  
président du Parti communiste chinois,  
Aux vice-présidents  
et aux membres du Comité central  
du Parti communiste chinois,

Au nom de l'« Humanité rouge », de ses militants et de ses amis, nous vous adressons nos plus vives félicitations à l'occasion du 24<sup>e</sup> anniversaire de la grande victoire de la Révolution chinoise réalisée par le peuple frère chinois sous la direction de son parti communiste ayant à sa tête le président Mao Tséoung.

Les communistes marxistes-léninistes de France ont pour leurs camarades chinois un profond sentiment de classe inspiré par l'idéologie prolétarienne. Ils ont également envers le peuple chinois entier une amitié internationaliste indestructible.

Malgré la distance qui sépare la France et la République populaire de Chine, la classe ouvrière et les masses populaires de France se sentent chaque jour plus étroitement unies aux luttes couronnées de succès poursuivies, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, par la

classe ouvrière et les masses populaires de la prestigieuse Chine socialiste, sous la direction du Parti communiste chinois et du président Mao.

Les ennemis des peuples seront battus. L'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique, leur double tentative d'hégémonie mondiale seront battus. Le capitalisme et la réaction, le révisionnisme moderne et le social-fascisme seront battus. Le colonialisme et le néo-colonialisme seront battus.

Par-delà les luttes, les combats difficiles et prolongés, les peuples triomphant, la révolution mondiale vaincra, le socialisme et le communisme s'édifieront sur la terre entière.

Vive le 24<sup>e</sup> anniversaire de la victorieuse Révolution chinoise !

Vive le grand, glorieux et juste Parti communiste chinois !

Vive le marxisme, le léninisme, la pensée Mao tséoung !

Vive le président Mao, qu'il vive très longtemps !  
Pour les membres du Comité de Rédaction de l'« Humanité rouge »  
Suzanne MARTY

Le mouvement marxiste-léniniste se renforce dans le monde

# LE PARTI DES TRAVAILLEURS DE GUADELOUPE EST NÉ



**P.T.G.**

PARTI DES TRAVAILLEURS DE GUADELOUPE

**TOUT POUR LE PARTI !  
TOUT POUR LA REVOLUTION !**

Au mois de mai dernier, dans le cadre de son émission hebdomadaire sur les nouvelles du Mouvement marxiste-léniniste dans le monde, Radio-Tirana annonçait la création du Parti des Travailleurs de Guadeloupe (P.T.G.).

L'« Humanité rouge » se félicite particulièrement de cette nouvelle qui marque une étape historique de la lutte de libération du peuple guadeloupéen, encore sous la domination coloniale de l'impérialisme français.

Nous reproduisons ci-dessous un extrait de la déclaration initiale du P.T.G.

... Cette création marque une nouvelle étape de la lutte de la classe ouvrière et de l'ensemble du peuple guadeloupéen contre l'impérialisme et ses alliés, contre le révisionnisme et les autres courants anti-marxistes...

Le P.T.G. a pour guide théorique le marxisme, le léninisme, la pensée maotsetoung. Il s'en tient fermement au principe idéologique de l'Union de la vérité universelle du marxisme à la pratique concrète de la révolution guadeloupéenne. C'est un parti d'action révolutionnaire, non une association de bavards et un club de discussions. Discipliné, pratiquant la critique et l'autocritique, il est étroitement lié aux masses.

Le Programme général du Parti des Travailleurs de Guadeloupe est :

— dans une première étape d'unir et de diriger l'ensemble du peuple guadeloupéen dans la lutte pour renverser les trois ennemis de la nation : l'impérialisme français, les propriétaires fonciers, la bourgeoisie compradore, avec comme force fondamentale l'alliance de la classe ouvrière et des masses paysannes, pour conquérir l'indépendance nationale et accomplir la Révolution nationale démocratique ;

— dans une seconde étape, d'accomplir la Révolution socialiste.

L'objectif final du P.T.G. est le triomphe du communisme en Guadeloupe et dans le monde entier.

Le prolétariat, les peuples et nations opprimés se soutiennent dans leur lutte révolutionnaire : le P.T.G. unit

le patriotisme et l'internationalisme prolétarien.

Le Parti maintiendra et développera des liens de coopération et d'amitié militantes avec tous les partis et groupes marxistes-léninistes, sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, sur la base du respect de l'égalité et de l'indépendance de chaque parti. Il n'y a pas de « parti père » et de « partis fils », de « parti dirigeant » et de « partis dirigés ».

Le P.T.G. affirme que la révolution ne peut pas être et ne sera pas l'œuvre de la seule classe ouvrière ou de son seul parti d'avant-garde. Le Parti cherchera à unir toutes les forces susceptibles de l'être, pour isoler l'ennemi principal. Il établira un Front Uni National avec tous les partis et organisations sur la base du programme de la Révolution nationale démocratique, du respect des intérêts fondamentaux des masses populaires et des principes de la révolution. Le P.T.G. ne s'estime pas infallible. Il est prêt à coopérer avec les non communistes

et à leur donner la possibilité de s'exprimer.

Le P.T.G. utilisera toutes les formes de lutte et d'organisation, en les ordonnant de manière correcte et en les modifiant à mesure que change la situation. Mais il les subordonne à la réalisation du but final : la prise du pouvoir politique par la violence révolutionnaire.

La révolution exige des sacrifices. Notre peuple ne pourra conquérir l'indépendance qu'au prix de sa sueur et de son sang. Le P.T.G. s'oppose à l'aventurisme des opportunistes de « gauche » qui sous-estiment les forces de l'ennemi et croient à la possibilité d'une victoire facile et rapide de la révolution. De même, le Parti condamne l'esprit de capitulation des révisionnistes et des opportunistes de droite qui surestiment les forces de l'ennemi et prêchent la « théorie » de l'impossibilité du triomphe de la révolution. Pour que le peuple remporte la victoire, le Parti doit accumuler des forces puissantes, conscientes et organisées ; il doit persévérer dans une lutte de longue durée et être prêt à tous les sacrifices.

Le P.T.G. compte d'abord et avant tout sur ses propres forces, sur les efforts et la puissance créatrice de notre peuple pour faire la révolution. Nous devons nous débarrasser de la mentalité servile qui consiste à compter essentiellement sur l'aide extérieure. Nous devons prendre en main notre propre destin. Grande ou petite, toute nation a ses points forts et ses points faibles. Au cours de son histoire notre peuple a créé bien des valeurs matérielles et culturelles ; il peut apporter sa contribution au développement de la révolution mondiale. A l'image des peuples du Vietnam et d'Algérie qui ont vaincu l'impérialisme français, le peuple guadeloupéen vaincra lui aussi.

Ouvriers, paysans pauvres, adhérez au Parti pour le renforcer et accomplir le programme de la Révolution nationale démocratique !

Ouvriers, paysans pauvres, artisans, petits commerçants, employés, étudiants, intellectuels, édifiez et renforcez vos organisations de masse (syndicales, sportives, culturelles, etc.), déclenchez de puissantes luttes de masse contre l'oppression et l'exploitation des capitalistes colonialistes français, des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie compradore.

**QUE TOUT LE PEUPLE S'UNISSE AUTOUR DU P.T.G. !**

— Pour balayer la ligne révisionniste du P. « C. » G. d' « autonomie en union avec la France », de l'électoratisme comme forme principale de lutte.

— Pour liquider l'influence des opportunistes de « gauche » (GONG-Chaltonné-Zépon) et des trotskystes (Combat Ouvrier-Fédération des Comités de Défense des Travailleurs).

— Pour accomplir la Révolution nationale démocratique : « Indépendance nationale », « Le pouvoir au peuple », « La terre à ceux qui la travaillent », « Pour une culture nationale, populaire et scientifique ».

**VIVE LE PARTI DES TRAVAILLEURS DE GUADELOUPE !**

**VIVE LE MARXISME, LE LENINISME, LA PENSÉE MAOTSETOUNG !**

**TOUT POUR LE PARTI !**

**TOUT POUR LA REVOLUTION !**

Guadeloupe, mai 1973.  
Le Comité central du Parti des Travailleurs de Guadeloupe (P.T.G.)



## Sainte-Rose

# CONTRE LE LICENCIEMENT DE 600 OUVRIERS

Les capitalistes usiniers ferment définitivement deux usines (Le Comté et Bonne-Mère) à Sainte-Rose. Pour les centaines d'ouvriers licenciés, aucune proposition de reclassement n'est faite.

**LES OUVRIERS INDUSTRIELS SONT CONdamnés AU CHOMAGE ET LES PAYSANS PAUVRES A LA RUINE**

C'est plus de 600 ouvriers industriels qui seront plongés dans le chômage. Pour les paysans pauvres, c'est l'augmentation des frais de production, de récolte et de transport de la canne, l'endettement de plus en plus grand vis-à-vis des sociétés capitalistes bancaires et des propriétaires fonciers.

Pour les ouvriers agricoles, ce sera l'aggravation des conditions de travail et l'extension du chômage, car la concentration va de pair avec la mécanisation des travaux agricoles.

Pour les ouvriers industriels des usines restantes, ce sera l'augmentation des cadences de travail, la diminution des salaires et la menace de licenciement. Pour les petits commerçants, les marins-pêcheurs, les entrepreneurs de transport, qui pour vivre dépendent des ouvriers, ce sera également la ruine et la misère...

**QUELLES RAISONS INVOQUENT LES CAPITALISTES POUR NOUS TROMPER ?**

Ils prétendent que ce sont les augmentations de salaires et des charges sociales qui ont entraîné le déficit des usines. C'EST FAUX ! Les salaires ont effectivement augmenté. Mais parallèlement les capitalistes n'ont cessé de licencier du personnel. Seu-

lement dans l'agriculture, 6 000 ouvriers ont été mis au chômage entre 1964 et 1971 ! Dans le même temps, le paiement de la canne à la richesse a permis aux capitalistes d'acheter la canne des paysans pauvres à des prix de plus en plus bas...

Tous les arguments avancés par les capitalistes ne sont que des mensonges et des calomnies pour nous tromper, nous diviser et briser notre combativité.

**L'ETAT CAPITALISTE, LE PREFET, LE CONSEIL GENERAL, LES MAIRES, SENATEURS ET DEPUTES NE FONT RIEN POUR S'OPPOSER A LA FERMETURE DES USINES !**

...De 1970 à 1972, avec l'accord du Conseil général, l'Etat a versé 2 milliards 336 millions d'AF aux usiniers et 2 milliards 70 millions aux propriétaires fonciers de la banane. Pendant les grèves de 1971, 1972 et 1973, c'est sur ordre du préfet que des centaines de CRS et képis rouges ont été envoyés dans les champs de canne pour briser la violence des luttes des travailleurs.

Aujourd'hui le nouveau préfet déclare qu'il ne peut absolument rien faire contre la décision d'une société privée. Une semaine plus tard, c'est ce même préfet qui déclenche une vaste entreprise de division et de corruption. Il demande aux ouvriers industriels d'accepter leur licenciement et débloque 50 millions d'AF pour leur soi-disant reclassement. Cette somme dérisoire ne garantira du travail (et quel travail !) que pour 4 mois environ. Passé ce temps, les problèmes seront de nouveau posés. Mais les élections cantonales auront eu lieu !...

**LES VIEUX PARTIS POLITIQUES SONT INCAPABLES DE PROPOSER UNE SOLUTION QUI AILLE DANS LE SENS DES INTERETS DES TRAVAILLEURS !**

Les différents partis politiques se rangent du côté des usiniers et de l'Etat. Certains font semblant de déplorer la situation, mais ils sabotent la lutte des travailleurs. A Sainte-Rose, Charles Gabriel, maire, conseiller général et capitaliste commerçant membre du Mouvement Socialiste Guadeloupéen prête son concours au préfet pour ouvrir des chantiers de chômage destinés à diviser les ouvriers. C'est lui et ses pareils de l'UDR, de la SFIO et du MSG qui accusent les syndicats ouvriers d'avoir entraîné la fermeture des usines.

**QUE DEVONS-NOUS FAIRE ?**

Ce n'est pas avec des télégrammes, des motions de protestation et l'envoi de délégations auprès des ministères français que nous parviendrons à faire reculer les capitalistes !

Nous devons renforcer et étendre nos organisations syndicales, l'UTA et l'UPG sur la base de la lutte de classes.

Soutenons par des actions la juste lutte des ouvriers industriels de Bonne-Mère et de Comté pour le maintien des usines !

**UN POUR TOUS, TOUS POUR UN !**

Le 16 septembre 1973.  
Conseil syndical  
de l'Union des Travailleurs Agricoles (U.T.A.)

Conseil syndical  
de l'Union des Paysans Pauvres de la Guadeloupe (UPG)

# UNE RENTRÉE SANS HISTOIRES ?

Pas de grèves, pas d'agitation : les lycéens ont sagement repris le chemin de l'école ; pas de scandales ; tout le monde est à peu près casé, élèves et enseignants...

C'est une « rentrée sans histoire »... Et le ministre a préparé des réformes... De quoi se plaint-on ?

Et pourtant...

La rentrée est un rude moment pour les familles populaires : une grande partie du salaire y est passée ; on avait compté au plus juste, acheté des livres d'occasion, convaincu le cadet que le survêtement de l'ainé n'était pas si mal... Pourtant...

Et puis, il en reste sans école... Le tout petit qui n'a pas encore quatre ans... pour aller à la maternelle surchargée. Les élèves de la campagne qui refusent la fermeture de leur école, contraints aux longues heures de trajet dans les cars de ramassage ; ceux dont l'école n'est pas terminée... ou trop vétuste... Des « bavures » dit-on dans la banlieue de Lille, près du Havre, dans la Vienne, dans la

Somme, etc. Ecoles éloignées, classes surchargées : c'est la loi !

Et aussi, l'incertitude pour 12 millions d'élèves et leurs parents. Que va-t-il faire en classe ? Pourquoi n'aime-t-il pas l'école, moi qui aurais tant aimé... Qu'est-ce que cette section ? Pourquoi a-t-il redoublé ? Trouvera-t-il une école spécialisée... pour apprendre un métier... Inquiétude, soucis que partagent des millions de jeunes... « Je perds mon temps en classe pratique », « Est-ce que je trouverai du travail à la fin de l'année »...

Pour des centaines de jeunes enseignants, c'est l'attente fébrile du courrier ; coups de téléphones, attentes infructueuses dans les antichambres des rectorats... Ils enseignaient depuis 2, 3, 4 ans déjà pourtant...

Soucis, tracas, inquiétude... L'école a repris « sans histoire ». Mais l'école de classe est grosse « d'histoires », de conflits et de contradictions ; elle est grosse de luttes ; à nous d'être au cœur des combats, là aussi...

La bourgeoisie prétend l'enseignement « gratuit »... Dans les familles populaires, on trouve ça un peu fort, et chaque mère de famille voit arriver début septembre avec inquiétude ; l'enseignement « gratuit » des enfants va lui coûter plusieurs billets de cent francs, sans faire d'excès...

Chacun le sait. Quelques chiffres moyens publiés par la Fédération « Ecole et Famille » disent clairement les difficultés de septembre quand deux ou trois enfants sont écoliers ou collégiens...

Bien sûr, ce sont toujours les mêmes qui peinent. Pour une famille où trois enfants vont à l'école, la rentrée coûte en moyenne :

63 % du salaire mensuel (prestations sociales comprises) pour les salaires au S.M.I.C.,

40 % du salaire pour les moins de 1 500 F.

Et cela, si l'on exclut du calcul les dépenses de transport — l'achat d'un vélo ou d'une mobylette est souvent nécessaire pour les plus grands —, si l'on compte au plus serré (livres

d'occasion, pas de superflus vestimentaires, pas de « gadgets » inutiles)... En réalité, le coût est sans doute bien plus lourd pour chaque famille.

Autre fait : l'augmentation sensible du coût cette rentrée-ci : 8 % de plus qu'en 72 en moyenne ! Les maigres bourses allouées par l'Etat ont augmenté de 4,8 % — En douze ans, augmentation de 10 %... tandis que le coût de la vie augmentait de 75 % — (chiffres officiels...). De qui se moque-t-on, avec les discours de Provins et autres balivernes qui ne trompent plus personne, M. Messmer ? On avait dit que les éditeurs et le gouvernement s'étaient entendus pour éviter l'augmentation du coût des livres. Résultat : des hausses de 10 à 15 % sur les nouvelles éditions !

Quand, dans les classes, on évoque Jules Ferry et « l'enseignement gratuit »... les élèves partent dans un large éclat de rire, mêlé d'indignation... Dès douze ans, les jeunes de notre pays ont déjà compris pas mal de choses...

## Apprentis à 14 ans :

### Ça rapporte aux patrons !

On fait grand bruit du retour à l'obligation de scolarité jusqu'à quatorze ans. « France-Soir » est venu prêter main-forte à Fontanet et à Royer : « L'École, ras-le-bol » — titre ce sale torchon démagogique. C'est vrai, « ras-le-bol » crient les jeunes parqués dans les classes pratiques dépotoirs de quatorze à seize ans. Ils veulent en sortir... mais certainement pas pour fournir une main-d'œuvre gratuite aux patrons réjouis !

La libre possibilité d'entrer en apprentissage à quatorze ans existait déjà en Alsace ; à la rentrée 74, elle sera étendue à tout le pays. Fontanet appelle ça « stages en entreprises sous le contrôle de l'Education nationale » ! Suprême hypocrisie !!! Il a cédé, dit-il, aux appels de son collègue Royer qui veut « aider » les petits commerçants et les petits artisans de la ruine — causée par les gros trusts — en leur fournissant une main-d'œuvre gratuite : les apprentis... Et pour faire avaler cette camelote, tout y passe : on vante les meilleurs « contacts humains » — « va me chercher des cigarettes au tabac du

coin ! » — le « meilleur apprentissage du métier » ; les apprentis chez un patron ont deux à quatre fois moins de chances d'obtenir le C.A.P. que dans un C.E.T., car ils sont souvent réduits au rôle de « commissionnaires »...

Mais là n'est pas encore le véritable projet Fontanet-Royer ; d'ores et déjà, la grande majorité des apprentis travaillent dans les bureaux et les ateliers. D'ores et déjà existent des classes dites « préprofessionnelles » : une semaine à l'usine, une semaine en classe. Et la semaine à l'usine n'est pas rose : « on fait le « manar », on n'apprend pas le métier » ; « deux apprentis, ça fait un O.S. gratuit... » Et souvent, les jeunes n'osent pas parler : pour être embauché à la fin de l'année scolaire... C'est l'apprentissage de la soumission que Fontanet-Royer veut imposer aux jeunes des « stages en entreprise »... Comme ceux des C.E.T., ils y font aussi l'apprentissage de la révolte, et avec leurs camarades de travail plus âgés, l'apprentissage de l'organisation !



Depuis deux ans déjà, les auxiliaires de l'Education Nationale sont entrés dans la lutte ; propagande des comités de lutte, grèves, manifestations... parties de l'Ouest se sont étendues à la France entière.

Fontanet a eu peur ; il a « fait un effort » : à Paris près de 6 500 MA ont été renommés en juillet. Pourtant, rien n'est gagné.

Aujourd'hui plusieurs centaines de MA, ayant exercé, attendent... une nomination. Date limite le 15 octobre ! Certains sont mutés loin des leurs, d'autres nommés sur un demi ou un tiers de poste... Pour un enseignant sur quatre, c'est encore un salaire inférieur pour le même travail, l'absence de sécurité de l'emploi, l'incertitude quant à l'avenir.

Aussi restent fondamentales leurs revendications légitimes :

- titularisation immédiate !
- A travail égal, salaire égal !

## E-100

### distributeur de Naïm Frashëri (Tirana)

#### STALINE

Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S. ....	1,65
Lénine .....	5,40
Les questions du léninisme .....	32,40
Jusqu'à nouvel ordre exceptionnellement .....	10,00

#### ENVER HOXHA

Rapport d'activité du C.C. du P.T.A. présenté au 6 <sup>e</sup> congrès (E 100) ..	8,00
Discours 67-68 .....	3,80
Discours 69-70 .....	3,80
25 années de luttes et de victoires .....	1,50
C'est dans l'unité complète parti-peuple-pouvoir que réside notre force .....	1,50
Rapport présenté à la première conférence consultative des cadres actifs du Parti communiste d'Albanie .....	0,50

#### ECRITS POLITIQUES ET SOCIAUX

Nos amis nous demandent .....	2,30
Les assurances sociales .....	1,65
Histoire du Parti du Travail d'Albanie .....	11,00
La libération de Tirana (Mehmet Shehu) .....	3,25
Le Parti du Travail d'Albanie en lutte contre le révisionnisme ..	8,70
De quelques questions de l'édification du socialisme .....	2,70
Rapport sur le V <sup>e</sup> plan quinquennal présenté au 6 <sup>e</sup> congrès du P.T.A. (Mehmet Shehu) .....	4,35
Victoire historique du marxisme-léninisme sur le révisionnisme .....	1,10
Congrès de la restauration du capitalisme, congrès du social-impérialisme .....	0,55
Le léninisme, étendard de luttes et de victoires .....	0,65

#### ROMANS

Esprit lucide .....	3,60
Les prairies vierges .....	2,95
Nuits d'hiver .....	5,40
Automne d'orage .....	5,40
Récits .....	6,00
MIDJENI : Poèmes (seghers) ....	5,40

#### ART

L'Albanie archéologique .....	32,40
-------------------------------	-------

#### LES REVUES

Albanie Aujourd'hui, 6 numéros par an .....	15,00
Albanie Nouvelle, 6 numéros par an .....	14,00

ADRESSEZ VOS COMMANDES :

E 100, B.P. 120 - 75962 Paris Cédex 20.

# Prolétariat



REVUE THEORIQUE ET POLITIQUE  
MARXISTE, LENINISTE  
ET DE LA PENSEE DE MAO TSE-TOUNG

Abonnements :

1 an : 20 F ; 2 ans : 35 F.

Abonnements de soutien :

1 an : 50 F ; 2 ans : 100 F.

Adressez-les à :

PROLETARIAT

17 rue du Sentier, 75002 PARIS.

C.C.P. : 30686-98 La Source.

L'exemplaire (6 F) en vente en librairies (voir ci-dessous), ou par l'intermédiaire des militants marxistes-léninistes, ou sur demande à l'adresse indiquée avec règlement majoré (7 F) pour frais d'expédition.

AU SOMMAIRE DU NUMERO 2  
(quelques exemplaires encore disponibles)

Indochine : une contribution exemplaire à la révolution mondiale - Les accords d'entreprises - Des ouvrières de la Coframaille racontent leur grève - Travailleurs immigrés ou les suites du colonialisme - Autogestion, la position de la C.F.D.T. - L'édification du Parti marxiste-léniniste et l'expérience historique du mouvement ouvrier - Document d'Algérie : la question nationale algérienne et le P.C.F. - Livres - cinéma - Cours marxistes-léninistes sur l'Etat.

## LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER « PROLETARIAT »

PARIS : Le Phénix, 72 bd Sébastopol (2°); Norman Béthune, 76 bd Saint-Michel (5°); « La Jolie de Lire », 40 rue Saint-Séverin (5°); L'étincelle, 92 rue Oberkampf; Palestine, rue de la Réunion (20°) — AGEN : Librairie Occitane, 32 rue Grenouilla. — BORDEAUX : Librairie Mimésis, 5 bis rue de Grassi. — GRENOBLE : Librairie de l'Université, 2 place Léon-Martin. — LE MANS : Librairie « La Taupe », rue Gambetta. — LYON : Librairie Coopérative « Les Canuts », 33 rue Leynaud (1°); « La Proue », 15 rue Childebert (2°); FEDEROP, 7 rue des Trois Maries (5°). — MARSEILLE : « LIRE », 16 rue Sainte (1°). — MONTPELLIER : « La Découverte », 18 rue de l'Université. — NANTES : « Librairie 71 », 29 rue Jean-Jaurès. — NARBONNE : Maison de la presse Tosi, 16-18 rue Jean-Jaurès. — ORLEANS : Librairie « Les Temps Modernes », 57 rue de la Recouvrance. — RENNES : « Le Monde en Marche », 37 rue Vasselot. — SAINT-BRIEUC : « Maison de la Presse », 13 rue Saint-Guillaume. — STRASBOURG : « Les Idées et les Arts », place Brant.

## L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotse-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris ..... F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste Nom et adresse (facultatif) .....

— chèque bancaire .....

— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source Date : .....

Pseudonyme .....

## ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

### ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom Prénom Adresse	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	20 F	35 F	50 F
	6 mois	46 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

## Une nouvelle victoire...

# MAIS L'HUMANITÉ ROUGE RESTE EN DANGER

Dans notre numéro 191 publié le 7 juin dernier, nous lançons un cri d'alarme et appelions tous nos militants et amis à impulser un nouvel effort en vue d'obtenir 2 millions avant le 30 juin et 4 millions avant le 1<sup>er</sup> octobre (y compris le montant recueilli avant fin juin). Il s'agissait de combler le déficit entraîné par l'excédent de nos dépenses sur nos recettes accumulés au cours des mois précédents, à l'occasion d'une activité intense, notamment pendant la période des élections législatives. L'impression du journal, celle des tracts, des brochures, des affiches coûtent extrêmement cher, les tarifs d'imprimerie ne vont jamais dans le sens d'une diminution, bien au contraire, ils suivent le sens général de l'augmentation des prix. D'autre part, les progrès de notre influence, les nécessités de l'agitation-propagande, l'activité des marxistes-léninistes pour faire connaître et soutenir leur juste ligne politique font que nous sommes sans cesse tenus à de nouvelles initiatives qui exigent des dépenses, et encore des dépenses, même si nous avons le souci maximum d'économie.

Dans notre appel du 7 juin, nous disions, après avoir fixé les objectifs à atteindre : « Une double bataille est à engager : la bataille de la souscription ; la bataille de la diffusion. Multipliez les points de vente, engagez des prospections, gagnez de nouveaux lecteurs ! »

Nous pouvons annoncer aujourd'hui que la bataille de la souscription a été gagnée. Les deux objectifs fixés ont été atteints grâce à une activité renforcée de tous nos camarades, de tous nos amis. Avant le 1<sup>er</sup> octobre, c'est-à-dire dès la parution du présent numéro, nous avons recueilli plus de 47 000 F (quatre millions sept cent mille anciens francs). Il est prévisible que nous parviendrons à 5 millions pour le 1<sup>er</sup> octobre. Chacun pourra apprécier ce résultat comme un succès dû aux efforts collectifs de l'ensemble. « L'Humanité Rouge » peut s'engager vers les nouvelles batailles politiques à venir sans le poids des dettes anciennes.

Mais « L'Humanité Rouge » reste en danger ! Jugez-en :

Si nous maintenons son format hebdomadaire à douze pages (victoire temporaire remportée au début de l'année 1973, victoire que nous voulons prolonger !), elle doit disposer de 10 000 à 12 000 F par numéro publié. En argent frais, c'est-à-dire en possibilité de règlement hebdomadaire à l'imprimeur, en possibilité de paiement des frais d'expédition (papier, ficelle, timbres-poste, entretien de son local, loyer, électricité, chauffage en hiver même si les camarades dévoués qui s'en occupent ne sont pas du tout exigeants, achats de photographies, abonnements à des services de presse, etc.). Or nos recettes ne sont pas suffisantes, le second objectif fixé le 7 juin : gagner une nouvelle bataille de diffusion, n'ayant pas atteint pleinement son but. L'augmentation de la diffusion militante, par exemple, si elle a sensiblement progressé dans l'Ouest a connu quelques fléchissements dans une autre région, et finalement elle varie entre 20 et 30 % de la diffusion antérieure, ce qui constitue un progrès encore trop modeste. Il aurait fallu doubler nos ventes, pour le moins !

Voilà, camarades, amis, lecteurs, sympathisants, la situation concrète d'un hebdomadaire libre de toute compromission, de tout lien avec les puissances d'argent, avec les banques, avec la publicité capitaliste, avec la bourgeoisie sous quelque forme que ce soit.

La question de nos finances est avant tout une bataille politique ! Si nous n'atteignons pas les deux objectifs permanents ci-après, « L'Humanité Rouge » restera sans cesse en grand danger de devoir réduire et son format et son tirage, et finalement peut-être, après sa périodicité, devra-t-elle suspendre sa parution !

Pour gagner la bataille politique de la parution sur douze pages hebdomadaires :

1) La diffusion doit doubler au cours des six prochains mois ; et dans ce secteur d'effort, la diffusion militante joue un rôle décisif (comptons sur nous-mêmes, mais nullement sur les organismes de diffusion commerciale qui ne nous favorisent nullement !);

2) La souscription permanente doit se poursuivre en rapportant une moyenne de 3 500 à 4 000 francs par semaine.

« L'Humanité Rouge reste en danger : mobilisons-nous en permanence pour assurer victorieusement sa défense ! »

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

1 lecteur, juillet août	100
Soutien à HR. Août	100
Des travailleurs du S.O.	560
S. O.R.T.F.	51
1 postier M-L	90
1 postier sympathisant	1,50
1 postier sympathisant	1,50
1 camarade postier	6
Au meeting Lip pour HR	10
C.D. Stalingrad (août)	240,90
1 camarade d'Ulm	25
1 ouvrier maçon italien.	
Soutien internationaliste prolétarien à HR	70
1 jeune M-L Suisse	14
S. à HR. B.W.	50
Pour combattre le révisionisme, le réformisme et la réaction	200
CDHR Flourens	100
CDHR P.-V. Couturier	50
1 sympathisant	1,50
CDHR Dallidet	8
En supplément à commande affiches. M.J.	2,50
S. permanent. Solidarité M-L. M.	50
Soutien mensuel au journal. CD Lissagaray (juillet-août)	60
Soutien à HR sur la question nationale	100
CD Haplot	0,75
CD J.-P. Timbaud	54
CD Yveton, 1 <sup>er</sup> versement	150
1 cheminot sympathisant HR	10
Des cheminots M.L.	110
2 camarades allemands. M.N.	271
Soutien à HR	10,50
1 jeune sympathisant	10
Eulalie. Soutien à HR	15
Soutien à HR	1
S. permanente M.	5
S. permanente	110
CDHR J. Staline S.	34
Allert. Pour que vive HR	100
Soutien à HR	2
Soutien à HR. Y.R.	20
CD Est	7,20
Soutien à HR	5
En supplément à commande journaux. C.R.	35
S.J.P. Soutien à HR	3
CB. Soutien à HR	207,50

Total de la semaine 3 057,85  
Total général depuis le n° 193 pour le règlement des dettes d'HR 357 806,36

Depuis le lancement de la souscription : « 4 millions avant le 1<sup>er</sup> octobre », 47 806,36 F ont été souscrits.

## SOUTIEN A LIP

1 M-L. Soutien à Lip	5
Soutien à Lip	1
Soutien à Lip	1,60
Soutien à Lip	100
M.M. Soutien à Lip	10
	117,60

## SOUTIEN AU CAMBODGE

Camarade de l'Est. Soutien au Cambodge	300
Des camarades de l'Est. S. remis au F.U.N.K.	1 700
	2 000

AFFICHEZ  
H. R.

# BRÉSIL : LA LUTTE ARMÉE

(document du Parti communiste du Brésil)

Aux héroïques combattants de l'Araguaia

Aux habitants de la région du sud du Para.

C'est avec joie et enthousiasme révolutionnaires que nous vous envoyons nos plus chaleureuses salutations à l'occasion du premier anniversaire de la lutte entreprise dans la forêt amazonienne contre l'arbitraire et la toute-puissance des militaires qui gouvernent le pays. Vous avez pris les armes le 12 avril de l'année dernière pour repousser l'attaque injustifiée des soldats de la réaction et défendre les droits sacrés du peuple. Cette date restera gravée pour toujours dans l'histoire des mouvements de révolte populaire au Brésil.

C'est là un événement mémorable. Vous ne vous êtes pas laissés intimider par l'assaut de l'ennemi. Vous avez rejoint les forêts et vous avez commencé le combat de guérilla qui dure déjà depuis douze mois. En supportant courageusement l'âpreté d'une vie difficile, vous avez montré qu'il est possible de résister avec succès aux oppresseurs. Vous avez porté à des millions de paysans, frères de souffrance, un message de confiance en eux-mêmes. Vous avez allumé dans les cœurs des Brésiliens la flamme de l'espoir, vous avez renouvelé les sentiments de justice sociale, de liberté et d'indépendance de la patrie qui animent les travailleurs, les étudiants, les intellectuels progressistes. En empoignant les armes pour vous opposer à la violence réactionnaire, vous avez montré le vrai chemin pour libérer le pays de la tyrannie, du retard et de la domination étrangère. La résistance armée de l'Araguaia a ouvert une nouvelle phase du mouvement démocratique et patriotique.

Habités à imposer leur volonté par le fer et le feu, les militaires rétrogrades ont tout fait pour écraser les forces partisans de l'Araguaia. Considérant la résistance populaire comme un défi inadmissible, ils ont eu recours aux méthodes les plus criminelles. Cependant, ils ont été impuissants à liquider les combattants de la forêt et à soumettre les vaillants habitants de l'intérieur du Para, malgré l'immense supériorité en hommes et en matériel qu'ils possédaient. Les généraux, pris de panique, ont interdit la divulgation de toute nouvelle sur les guérillas. Ils ne veulent pas que les pauvres de la campagne, les exploités et les opprimés de tout le pays prennent connaissance de ce qu'ont fait et que font les habitants de Sao Joao et Conceição do Araguaia. En même temps, ils se jettent comme des bêtes féroces contre les révolutionnaires des villes. Ils assassinent lâchement des centaines de patriotes qui s'opposent à la dictature.

Vous avez obtenu un grand succès sur l'adversaire furieux et désespéré. Vous avez survécu et porté des coups aux forces de répression. En exposant à la nation, dans le magnifique document « Lettre à un député fédéral », les raisons et les objectifs de la lutte, vous avez attiré à la cause que vous défendez les sympathies de larges secteurs sociaux et politiques. Vous avez resserré encore plus les liens entre les partisans et la population d'une vaste zone. Vous avez formulé de façon correcte les revendications locales synthétisées dans le programme « Pour la défense du peuple pauvre et pour le progrès de l'intérieur » qui sert de base à l'organisation de « l'Union pour la liberté et pour les droits du peuple ». Vous avez acquis l'expérience de l'action populaire révolutionnaire en payant

de vos vies et de vos sacrifices le prix de l'apprentissage. Ceux qui sont tombés ont versé leur sang généreux en holocauste pour le bonheur des gens simples. Peu à peu, les forces partisans de l'Araguaia dominent l'art de faire la guerre, d'abattre les ennemis. Cette expérience enrichit les connaissances de ceux qui veulent la révolution au Brésil.

## Salutations aux partisans de l'Araguaia

Les communistes n'ont jamais douté que vous seriez capables de résister avec succès. Qui lutte pour une cause juste trouve toujours des ressources incalculables, physiques et morales pour poursuivre le combat. Les incrédules pensaient que le geste de rébellion serait seulement symbolique. Les pusillanimes condamnaient l'action conséquente parce que les attaquants étaient puissants. Nous étions convaincus que la lutte révolutionnaire dans l'intérieur serait inévitable. Les Brésiliens ne peuvent pas vivre humiliés sous le talon des

généralistes fascistes, ni assister impassibles au pillage des richesses nationales et à la féroce spoliation impérialiste dont le pays est victime. Son mécontentement et sa haine contre le régime militaire n'ont jamais été aussi grands. Le désir des masses des villes et de la campagne de renverser les oppresseurs est immense. Ainsi, l'apparition et la persistance et même le renforcement de l'action armée du sud du Para sont tout-à-fait compréhensibles.

Nous savons que la lutte sera difficile et longue. Pour vaincre, le peuple a besoin de faire de grands efforts et, surtout, d'unir ses rangs. L'union est la clé de la victoire. Le Brésil est un grand pays, où on peut et on doit combattre de différentes façons. Depuis les grèves, les manifestations, les actes de protestation dans les écoles, l'expulsion de « grileiros » et la défense organisée de la terre jusqu'aux accrochages violents à la campagne. Cependant, la lutte armée devra être la principale forme de lutte. L'exemple des combattants de l'Araguaia se propage dans tous les coins du pays. Et le jour arrivera où, dans

les plus différentes régions du Brésil, d'autres noyaux partisans apparaîtront. Il n'y a pas d'autre chemin pour transformer en réalité les aspirations du peuple.

Les communistes, qui luttent pour l'union des patriotes pour libérer le Brésil de la dictature, régime le plus infâme et le plus réactionnaire que le pays ait jamais eu, réaffirment leur décision d'aider, par tous les moyens, les braves combattants du sud du Para. Ils accompliront leur devoir révolutionnaire sans craindre les menaces et les offensives fascistes des militaires au pouvoir.

VIVE LA GLORIEUSE ET HEROÏQUE RESISTANCE DES HABITANTS ET DES FORCES PARTISANES DE L'ARAGUAIA !

VIVE L'UNION POUR LA LIBERTÉ ET POUR LES DROITS DU PEUPLE !

Rio de Janeiro, avril 1973.

Le Comité central du Parti communiste du Brésil.

# Pour le Chili...

(Suite de la page 12)

## Solidarité internationaliste au peuple chilien

Les marxistes-léninistes ont pleinement conscience des responsabilités historiques qu'ils assument devant leur propre peuple comme devant tous les peuples du monde. C'est pourquoi nous nous refusons à propager des illusions criminelles et déclarons nettement : nous n'avons aucun goût particulier pour la violence, mais nous savons que partout et toujours les réactionnaires l'ont utilisée contre un peuple en voie d'émancipation. Partout et toujours le pouvoir est au bout du fusil. Partout et toujours, un peuple a évité le massacre et la défaite sanglante en se préparant à affronter les armes à la main les forces réactionnaires bourgeoises, fascistes ou impérialistes.

Aujourd'hui, nous sommes pleinement solidaires du peuple frère du Chili, des héroïques combattants chiliens et, en particulier, de nos camarades marxistes-léninistes du Parti communiste révolutionnaire qui, voici trois mois, au lendemain de la tentative de putsch, appelaient à prendre les armes (2).

Mais notre solidarité ne serait pas totale si nous ne dénoncions pas avec la dernière vigueur les illusions pacifistes que le P.C.F. continuent à propager chez nous. Notre peuple, pour progresser dans la voie de son émancipation sociale, doit tirer les leçons des événements du Chili : c'est aussi cela la solidarité internationaliste prolétarienne.

Oui, le peuple frère du Chili triomphera ! La résistance armée héroïque qu'il oppose aux fascistes et aux impérialistes, dans un rapport de forces pour l'instant inégal, nous assurent que le jour où le Chili recouvrera sa liberté et son indépendance n'est pas si éloigné.

Marc LAURENT

[1] Voir à ce sujet l'éditorial spécial de l'HR n° 165.

[2] L'HR n° 150 a publié un document du P.C.R. où il exposait sa politique vis-à-vis du gouvernement d'Allende.

## TCHILE

La tristesse du soir s'abat sur Coquimbo (2)  
L'Araucan (1) mis en joue meurt sur les monts du Cuivre  
Surpris d'Atacama (2) aux murs de Copiaco (2)  
Le péon se raidit, s'arcboute et veut survivre  
La Liberté est fusillée : Santiago !

Santiago. La Moneta. L'heure est horrible  
Vous qui croyiez béatement au faux destin  
Et qui suiviez loyalement le cours paisible  
Sans voir au coin des rues l'ombre de l'assassin

L'Histoire a des leçons, hélas ! qu'il faut entendre  
La Commune a déjà payé d'un flot de sang  
D'avoir cherché vertus à ceux qu'il fallait pendre

Avant que l'étrangleur ne saisisse le lien.  
L'Histoire a des sursauts mortels qu'il faut comprendre  
Sans le fusil chargé les peuples ne sont rien.

17 septembre 1973

(1) Araucan Caupolican : héros Incas de l'Indépendance chilienne. (1553).

(2) Villes minières du Chili.

## Soutien de la Chine et de l'Albanie

Le 14 septembre, Chou En-lai, premier ministre de la République populaire de Chine, a adressé à l'épouse du président Allende le message suivant :

« C'est avec de vifs sentiments d'affliction et d'indignation que j'ai appris de loin la nouvelle que le président Salvador Allende est mort à son poste. Je tiens à vous exprimer mes profondes condoléances et sympathies.

Le grand président Allende, de son vivant, avait œuvré activement en faveur de la lutte du peuple chilien pour la sauvegarde de l'indépendance nationale et la souveraineté d'Etat, et accompli des efforts positifs pour promouvoir l'amitié entre les peuples chinois et chiliens, ainsi que la cause de la solidarité anti-impérialiste des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, des pays du tiers-monde. Ses nobles aspirations resteront à jamais vivantes dans le cœur

des hommes. Je suis convaincu que le peuple chilien tirera une leçon qui s'impose de cet événement douloureux et continuera à aller de l'avant. »

En Albanie, durant toute la semaine dernière, des manifestations et des meetings ont été organisés dans les usines, coopératives agricoles, écoles...

Les travailleurs albanais manifestaient ainsi leur indignation devant le coup de force réactionnaire téléguidé par Washington, et leur solidarité du peuple frère du Chili. Au cours de ces réunions, des travailleurs ont pris la parole pour souligner que le gouvernement légal d'Allende avait lutté avec détermination pour la liberté et l'indépendance nationale, contre l'impérialisme et la réaction intérieure.

Ces manifestations d'internationalisme prolétarien, au cours desquelles des résolutions sont approuvées, se poursuivent

DANS LE NUMERO 3 DE « PROLETARIAT » A PARAÎTRE EN OCTOBRE : UN TRÈS IMPORTANT ARTICLE DU PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DU CHILI

**Au Chili, tôt ou tard**

# LES BOURREAUX FASCISTES PAIERONT LEURS CRIMES

Les nombreux témoignages qui nous parviennent maintenant du Chili le montrent : sur la terre chilienne, c'est l'un des plus grands crimes jamais commis contre un peuple d'Amérique latine que sont en train de perpétrer les militaires chiliens, instrument de l'impérialisme nord-américain. Depuis des mois, la bourgeoisie réactionnaire chilienne inscrivait sur les murs de ses beaux quartiers : « Que vienne Djakarta ! ». Djakarta 1965 : des centaines de milliers de communistes et de patriotes indonésiens sont assassinés sur l'ordre de la C.I.A. « Djakarta 1973 » : c'est de ce nom que Pinochet-Hitler et sa bande de bourreaux ont baptisé leur complot.

**Leur objectif** : rendre impossible pour longtemps toute résistance populaire, et, pour cela, semer la terreur à grande échelle, liquider le maximum de militants, de cadres, d'« opposants ». Et les « opposants », dans ce Chili qui avait relevé la tête et reconquis ses droits nationaux, se comptent par milliers, par millions. **Leurs moyens** : tous les moyens !

ses canons contre le peuple, comme à Djakarta il y a huit ans (1), comme l'a fait, de son côté, voici cinq ans, le social-impérialisme soviétique en Tchécoslovaquie pour protéger ses intérêts. Pour être bien compris, les tragiques événements du Chili sont à replacer dans le cadre de la double hégémonie mondiale des U.S.A. et de l'U.R.S.S. Ils viennent rappeler aux peuples du monde que la détente est un phénomène superficiel. Les deux super-puissances, dont l'une a bâti son empire sur le sang des peuples et dont l'autre renoue avec la politique expansionniste des tsars, n'hésitent pas à porter le fer et le feu partout où leurs intérêts de rapaces sont menacés. Elles constituent, dans leur collaboration et leur dispute pour l'hégémonie mondiale, le plus grand danger pour les peuples du monde.

Le peuple chilien, en récupérant il y a trois ans ses richesses nationales comme le cuivre, a tari la source où les sociétés américaines (Anacunda, Kennecott, I.T.T., etc.) puisaient chaque année des centaines de millions de dollars. Les Nord-

de force au seul terrain économique. En baillonnant le peuple chilien, il poursuit des visées à l'échelle de toute l'Amérique latine. Le coup de filet que la junte fasciste s'efforce de réaliser parmi les milliers de Brésiliens, de Boliviens, d'Uruguayens, etc., qui avaient trouvé refuge dans le Chili populaire montrent assez que les U.S.A. entendent profiter de la situation pour assurer leur domination sur l'Amérique latine. Et aujourd'hui, le Chili et le Brésil fascistes forment un cruel et dangereux étai qui enserme le continent.

## L'IMPASSE DE LA VOIE PACIFIQUE

Les blindés des généraux chiliens ont fait une autre victime : la théorie mystificatrice de la « voie pacifique ». En tombant héroïquement les armes à la main au Palais de la Moneda, le président Allende a, en quelque sorte, démontré lui-même que le bulletin de vote ne saurait remplacer le fusil. Il a lui-même indiqué à son peuple que seule la voie de la lutte armée lui était offerte pour reconquérir son indépendance nationale et sa liberté.

Après le peuple indonésien, le peuple chilien est aujourd'hui victime des théories criminelles des révisionnistes modernes sur la « voie pacifique ». Les dirigeants révisionnistes du Parti « communiste » chilien ont largement répandu dans leur peuple ces illusions mortelles : ils devront un jour en répondre devant lui.

Mais ici en France, certains, qui ont nom Marchais, Leroy et compagnie, s'obstinent. Au prix d'une incroyable falsification (puisque les Chiliens avaient dans l'immédiat non pas à bâtir le socialisme, mais à conquérir et à consolider leur indépendance nationale), ces gens ont utilisé l'exemple du Chili pour endormir notre peuple et lui faire croire à la possibilité d'un passage pacifique au socialisme en France. Hier, ils écrivaient partout : Chili = France. Aujourd'hui, ils se refusent à tirer devant notre peuple la moindre leçon des événements du Chili. Le Chili ne fait plus recette pour ces charlatans. C'est indécrot.

## MARCHAIS REMET ÇA

Marchais ose déclarer (meeting du 20 septembre au cinéma « Marcadet », à Paris) : « Les événements du Chili ne sauraient en aucun cas modifier la stratégie qui est la nôtre. » C'est clair ! Un peuple frère vient de payer chèrement l'état d'impréparation dans



lequel on l'avait laissé face aux forces réactionnaires qui ne désarment pas : pour Marchais, cela ne saurait remettre en cause la voie électorale, le passage pacifique !

« Il est curieux, a ajouté Marchais, d'entendre de soi-disant révolutionnaires parler comme si tout était réglé au Chili. A terme, c'est le peuple chilien qui triomphera. » Mais comment y parviendra-t-il, dites-le nous, Monsieur Marchais ! Devra-t-il attendre que les généraux organisent des élections et aller voter un fusil dans le dos ? Et, dès aujourd'hui, les vaillants résistants chiliens empruntent-ils la voie des urnes ou la voie de la lutte armée ? Messieurs Marchais, dites-le nous !

Toute honte bue, le dirigeant révisionniste a donc réaffirmé, la ligne de passage pacifique au socialisme, et il a précisé :

« Cela ne signifie pas que nous nous fassions des illusions sur ce que sera l'attitude de la bourgeoisie. Elle tentera par tous les moyens de saboter l'œuvre de transformation de la société. Le passage pacifique au socialisme c'est la voie de la lutte des classes sous toutes ses formes. Si la bourgeoisie recourt à la violence, les masses populaires auront le devoir de riposter de la même façon. »

Tout travailleur conscient doit tenir ce discours à Marchais et aux dirigeants révisionnistes : « Vous ne vous faites aucune illusion, dites-vous, sur la réaction de la bourgeoisie lorsqu'elle perdra le pouvoir : nous non plus ! Mais quels moyens allez-vous nous donner pour mater la bourgeoisie ? Allons-nous utiliser la persuasion ou la force ? Nous ne trouvons pas trace de ces moyens dans le Programme commun. Vous prétendez que la bourgeoisie peut recourir à la violence. C'est probable, c'est même certain. C'est ce qu'ont fait jusqu'à ce jour dans tous les pays, y compris dans le nôtre, les forces réactionnaires lorsqu'elles étaient isolées. Quels moyens préconisez-vous pour nous préparer à affronter dans les meilleures conditions cet assaut de la bourgeoisie afin d'éviter que ne se répètent les massacres de travailleurs désarmés comme en Indonésie hier, au Chili aujourd'hui ? Nous ne trouvons pas davantage de réponse ni dans le Programme commun, ni dans vos discours. Alors, devons-nous penser que si vous, vous ne vous faites aucune « illusion sur ce que sera l'attitude de la bourgeoisie », vous cherchez pourtant à en semer dans la classe ouvrière et le peuple de notre pays ? »

(Suite p. 11)



Les bombes, l'aviation, les tanks, contre lesquels, pour l'instant, les fusils et l'héroïsme des travailleurs chiliens peuvent peu de choses. Les tueurs de Pinochet mitraillent les « cordones », déversent le napalm sur les « poblaciones », embastillent et torturent des milliers de personnes dans des stades qui, demain, peuvent devenir des camps d'extermination.

**Leurs maîtres** : l'impérialisme américain, qui n'a pas cessé depuis trois ans d'inciter les réactionnaires chiliens au sabotage et à la subversion contre le gouvernement légal d'Allende.

## LA MAIN DE LA C.I.A.

La participation de la C.I.A. au coup d'Etat est maintenant clairement établie par de nombreuses nouvelles d'agences. L'ambassadeur « allendiste » du Chili au Mexique a révélé que Pinochet appliquait scrupuleusement le « plan Centaure » mis au point depuis longtemps par la C.I.A. pour renverser le gouvernement légal d'Allende.

L'impérialisme américain s'est une fois de plus, une fois de trop, livré à un coup de force brutal. Il a pointé

Américains sont intervenus, par réactionnaires chiliens interposés, pour retrouver le cuivre et les dollars qui, aujourd'hui encore, seront souillés du sang des travailleurs chiliens.

L'impérialisme américain n'entend pas limiter les bénéfices de son coup

